

# ACTES

DE LA XIII<sup>e</sup> ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA

# CONFÉRENCE DES OING

PARIS, 10 - 11 SEPTEMBRE 2024





**ACTES**

DE LA XIII<sup>e</sup> ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA

**CONFÉRENCE**

**DES OING**

PARIS, 10 - 11 SEPTEMBRE 2024

---



# Sommaire

<b>RAPPORT GÉNÉRAL</b>	<b>7</b>
1. Cérémonie d'ouverture.....	8
2. Présentation des rapports des commissions thématiques de la COING et des actions menées par les ONG au cours de la mandature 2022-2024.....	10
3. Prise de parole des expertes pour la mandature 2022-2024 .....	13
4. Perspectives présentées par les Commissions thématiques.....	14
5. Échanges en plénière et recommandations issues de ces débats.....	17
6. Rencontre avec des Représentants de l'OIF .....	20
7. Présentation, discussion et élaboration de la Déclaration finale de la XIII <sup>e</sup> Conférence des OING.....	21
8. Bilan de la présidence.....	22
9. Élection du comité de suivi de la Conférence des OING.....	23
10. Cérémonie de clôture.....	24
<b>ANNEXES</b>	<b>25</b>
1. Annexe 1 : Ordonnancement des travaux de l'Assemblée plénière .....	26
2. Annexe 2 : Liste des participants de la XIII <sup>e</sup> Conférence des OING et OSC .....	31
3. Annexe 3 : Discours de S.E. Mme Louise MUSHIKIWABO, Secrétaire générale de la Francophonie .....	37
4. Annexe 4 : Intervention de Mme Caroline ST-HILAIRE, Administratrice de l'OIF .....	39
5. Annexe 5 : Composition du Comité de suivi de la XIII <sup>e</sup> Conférence des OING et OSC dotées d'un statut consultatif auprès des instances de la Francophonie .....	41
6. Annexe 6 : Présentation des résultats du renouvellement du Comité de suivi de la Conférence des OING .....	42
7. Annexe 7 : Déclaration finale de la XIII <sup>e</sup> Conférence des OING .....	44

## LISTE DES ACRONYMES

AFD	Agence française de développement
AFIDES	Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires
AGIR ABCD	Association générale des intervenants retraités
AIMF	Association internationale des maires francophones
AIRF	Association internationale des Régions Francophones
APEAH	Association pour la protection de l'environnement et l'action humanitaire
APF	Assemblée parlementaire de la Francophonie
ASSITEB-BIORIF	Association internationale des technologistes biomédicaux
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
CAWTAR	Center of Arab Women for Training and Research
CMF	Conférence ministérielle de la Francophonie
COING	Conférence des OING de la Francophonie
COP	Conférence des Nations unies sur les changements climatiques
DAPG	Direction des Affaires politiques et de la Gouvernance démocratique
DPE	Direction de la programmation et de l'évaluation
EDEN AFRICA	Entrepreneurship Development Educational Network in Africa
EFH	Égalité femmes-hommes
FAE	Fonds « La Francophonie avec Elles »
FIPADHD	Fondation Internationale pour la Paix, les Droits de l'Homme et le Développement
FSF	Francophonie sans frontières
IA	Intelligence artificielle
IAM	Institut Afrique Monde
IFEF	Institut francophone pour l'éducatif et la formation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OING	Organisation internationale non gouvernementale
ONG	Organisation non gouvernementale
PIA	Portail de l'Immigrant Association
PIB	Produit intérieur brut
RIJF	Réseau international de la Jeunesse de la Francophonie
REPEX	Représentations extérieures de l'OIF
RF-EFH	Réseau francophone pour l'Égalité Femme-Homme
RSF	Reporters sans frontières
SNA	Société nationale de l'Acadie
UEFH	Unité égalité femmes-hommes
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

# RAPPORT GÉNÉRAL

**La XIII<sup>e</sup> Assemblée plénière de la Conférence des Organisations internationales non gouvernementales (OING) et Organisations non gouvernementales (ONG) de la Francophonie, qui réunit 128 membres, s'est tenue à Paris, en France, les 10 et 11 septembre 2024.**

## 1. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Cette cérémonie a été animée par **Mme Michèle BALOURD-QUIDAL, Cheffe de l'Unité Égalité Femmes-Hommes (UEFH) de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)**. Mme BALOURD-QUIDAL a souhaité la bienvenue aux participants et a rappelé que, conformément à ses statuts, la COING réunit son Assemblée plénière tous les deux ans. Cette rencontre permet de tisser des liens qui transcendent les frontières et de donner une nouvelle dynamique au partenariat de l'OIF avec les organisations de la société civile.

La rencontre a ensuite été ouverte par **Son Excellence Mme Louise MUSHIKIWABO, Secrétaire générale de la Francophonie**. La Secrétaire générale a salué, tout d'abord, la présence de participants en grand nombre, ce qui témoigne d'une volonté commune et d'un engagement en faveur d'une société civile francophone active, utile, efficace et qui répond aux besoins des populations. La Secrétaire générale s'est dit convaincue que cette rencontre allait permettre de dresser un bilan, d'établir des priorités pour l'avenir et de renouveler la promesse de travailler ensemble afin d'atteindre ces objectifs.

La Secrétaire générale a souligné que ces rencontres bisannuelles constituaient bien plus qu'un rendez-vous institutionnel. Elles offrent l'occasion de conduire des échanges fructueux et d'identifier des synergies et des pistes d'amélioration entre l'OIF et les 128 OING et ONG accréditées.

Elle a indiqué que l'OIF et la COING étaient animées d'un objectif commun : assurer le renforcement de la COING, entamé depuis 2018 qui a conduit à sa modernisation et son renouvellement ; et travailler ensemble sur les priorités qui répondent aux besoins des populations et, avant tout, aux besoins des jeunes et des femmes de l'espace francophone.

La Secrétaire générale a souligné les deux grandes réalisations obtenues au cours des deux dernières années :

- L'intégration de la société civile au sein de la programmation de l'OIF 2024-2027 et du Cadre stratégique de la Francophonie 2023-2030, ce qui constitue une reconnaissance du rôle essentiel de la société civile ; cela a permis à la COING de participer activement aux différentes instances et de jouer pleinement son rôle de force de proposition.
- L'établissement d'une communication dynamique et d'un dialogue permanent avec les unités de programme de l'OIF. La société civile devient ainsi tout à la fois un bénéficiaire et un partenaire de poids dans la mise en œuvre des actions entreprises.

La Secrétaire générale a souligné le fait que jamais auparavant l'OIF n'avait investi autant de ressources humaines et matérielles pour la COING, afin de la rendre plus forte, plus solide et plus structurée. C'est ainsi qu'une Convention de partenariat a récemment été signée afin de formaliser cet appui.

Puis se tournant vers l'avenir, la Secrétaire générale a rappelé un grand rendez-vous en 2025, année durant laquelle les directives régissant les relations entre la Francophonie et la COING seront révisées. Cela constituera une opportunité unique afin de prendre en compte les souhaits des OING/ONG et de renforcer l'opérationnalité de ces directives en palliant les difficultés jusqu'ici rencontrées dans leur application. Une nouvelle campagne de (ré)accréditation pourra être alors lancée sur cette base.

La Secrétaire générale a également évoqué la teneur des travaux qui attendent les participants de cette Assemblée plénière de la Conférence des OING, à savoir faire le point sur les actions menées au cours de la mandature (2022-2024) et adopter une déclaration finale, qui sera transmise aux Chefs d'État et de gouvernement lors du XIX<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie les 4 et 5 octobre à Villers-Cotterêts et à Paris. La Secrétaire générale a réaffirmé, à cet égard, le soutien de l'OIF à la présence de la Conférence des OING au Village de la Francophonie et au Sommet, où la Présidence sera invitée.

La Secrétaire générale a enfin remercié le Comité de suivi sortant pour sa mobilisation durant les deux dernières années. L'OIF poursuivra ses échanges avec le nouveau Comité qui sera mis en place à la suite des élections, en renforçant cette collaboration et menant des actions efficaces grâce à un cadre et une feuille de route clairs.

En conclusion, la Secrétaire générale s'est dit convaincue que les deux jours de travaux à venir permettront de poser les bases d'une société civile francophone plus forte, plus visible et plus influente. Elle a souligné que, face aux troubles géopolitiques mondiaux, la société civile francophone se doit d'être un pilier de résilience et d'innovation et elle a réaffirmé la nécessité d'une collaboration entre l'OIF et la société civile, qui permettra de bâtir des ponts, de tisser des alliances, et de renforcer l'impact des actions menées.

**Monsieur Christophe GIGAUDAUT, Délégué aux Affaires francophones, Correspondant national près l'OIF** a placé cette rencontre de la COING dans le sillage de la préparation du prochain Sommet de la Francophonie dont la thématique est : « Créer, innover, entreprendre en français ». Toutes les réflexions menées en amont de ce Sommet sont axées sur l'écosystème de la Francophonie dont les organisations membres de la COING font pleinement partie, au même titre que les organisations membres de la Charte et les opérateurs de la Francophonie. Toute action, à cet égard, ne peut être efficace que si elle est menée conjointement et en synergie. M. GIGAUDAUT a indiqué que la France et les autres États francophones étaient mobilisés afin de répondre aux crises qui impactent fortement l'espace francophone. Il a rappelé l'attachement du gouvernement français aux priorités de l'OIF, notamment les jeunes et les femmes dans le monde francophone et a souligné le soutien spécifique apporté par la France à certaines organisations membres de la COING. Il a conclu en indiquant que la Déclaration, adoptée lors du prochain Sommet, mettrait en avant les valeurs et les objectifs partagés en commun.

**Madame Danièle TOULEMONT, Présidente de la Conférence des OING de la Francophonie** et Déléguée internationale à l'Association générale des intervenants retraités (AGIR ABCD), a tout d'abord, remercié la Secrétaire générale de la Francophonie pour sa bienveillance et son soutien envers la COING qui se sont matérialisés par la signature d'une convention de partenariat. Ce texte précise les actions menées par des OING/ONG qui peuvent bénéficier d'un appui de l'OIF. Mme TOULEMONT a ensuite indiqué que les deux années qui viennent de s'écouler sous sa présidence ont été riches, productives et elle a remercié Mme Michèle BALOURD-QUIDAL, Cheffe de l'Unité égalité femmes-hommes et ses équipes pour leur présence et soutien constants. Au cours de ces deux années, la COING a poursuivi son travail au service de la Francophonie afin de la faire rayonner le plus possible et elle a renforcé son poids et son influence auprès des instances, au même titre que les opérateurs de la Francophonie.

## 2. PRÉSENTATION DES RAPPORTS DES COMMISSIONS THÉMATIQUES DE LA COING ET DES ACTIONS MENÉES PAR LES ONG AU COURS DE LA MANDATURE 2022-2024

### Commission A : Langue, diversité culturelle et culture

**M. Sylvain DJACHE NZEFA, Coordonnateur général de l'Association Route des chefferies**, a rendu compte des activités menées par la Commission A au cours de ces deux dernières années.

Trois grandes activités ont été menées. Elles ont concerné :

- **Les questions mémorielles.** Cette activité a été coordonnée par l'ONG Les Anneaux de la mémoire et a inclus la participation de membres d'autres commissions. L'objectif était d'aborder la question de la Francophonie comme héritage sous la double optique de la colonisation et la décolonisation. Cette activité visait un double objectif : mettre en lumière les enchaînements du passé ainsi que les histoires communes ayant façonné les cultures de la Francophonie dans leur diversité ; et construire une Francophonie tournée vers l'avenir. Ces activités ont donné lieu à plusieurs recommandations : initiatives visant à créer une dynamique durable (centre de ressources francophones) ; création d'un musée matériel et immatériel ; mise en valeur des lieux de mémoire ; inscription de la jeunesse et des femmes au cœur de cette action.
- **Participation à la 44<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF)** qui s'est tenue à Yaoundé au Cameroun du 4 au 5 novembre 2023. Les activités menées visaient à sensibiliser les jeunes entrepreneurs aux techniques de développement économique et aux mécanismes de financement.
- **Préparation et conception de la présence de la COING au Village de la Francophonie en marge du prochain Sommet de la Francophonie en octobre 2024.** Il est prévu de tenir un stand présentant une cartographie des OING/ONG francophones, ce qui accroîtra leur visibilité. Des conférences seront également programmées pendant les trois jours de l'événement à l'intention des Chefs d'État et de gouvernement et du public. L'objectif est de positionner la COING comme un outil indispensable à l'OIF et à ses États et gouvernements membres.

En termes de chiffres, la Commission A a tenu 18 réunions et a organisé une activité relative à l'employabilité des jeunes en marge de la CMF de Yaoundé en 2023 qui a mobilisé plus de 70 ONG/OING. La Commission A a également contribué à l'édition de la plaquette de la COING publiée à l'occasion de la CMF de Yaoundé.

### Commission B : Paix, démocratie et droits humains

**La Présidente de la Commission B, Mme Jokebed DJIKOLOUM**, vice-présidente du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, a présenté la synthèse des activités de sa commission, qui regroupe 56 OING et ONG. La mission de cette commission est de suivre les recommandations générales relatives à la consolidation de l'État de droit ainsi que les questions relatives à l'assistance électorale, la régulation des médias, l'inclusion des enfants dans l'état civil et celles touchant la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

La Commission a mis en place un plan d'action et a constitué trois groupes : Groupe 1 (dialogue politique, inclusivité, assistance électorale) ; Groupe 2 (régulation des médias et numérique) ; et Groupe 3 (inclusion des enfants dans l'état civil et participation des femmes dans la résolution des conflits).

La Commission a tenu des réunions périodiques et a mené des actions de plaidoyer en matière de respect des droits humains des migrants clandestins en Tunisie et en faveur de la participation des membres de la COING dans les missions d'observation électorales.

Durant la première année, elle a identifié deux thèmes prioritaires : l'inclusion des enfants dans l'état civil et l'assistance électorale et a organisé des échanges avec des experts de Reporters Sans Frontières (RSF) sur l'information et les médias ; et avec la Direction des Affaires politiques et de la Gouvernance démocratique (DAPG) sur la lutte contre la désinformation.

La deuxième année, la Commission B a mené, sous la forme de groupes de travail, des actions de plaidoyer relatives à des conflits dans l'espace francophone (Haïti, États de la zone du Sahel).

## Commission C : Éducation et formation professionnelle

**La Présidente de la Commission C, Mme Christiane JOFFIN**, Secrétaire générale d'ASSITEB-BIORIF (Association internationale des technologistes biomédicaux), a présenté les actions de sa Commission. Celle-ci regroupe 28 OING et 20 ONG et a tenu 10 réunions au cours de ces deux dernières années. Ces rencontres ont permis des échanges constructifs et ont montré une volonté de faire avancer les projets initiés et de mettre en place des activités correspondant aux besoins identifiés sur le terrain.

La première réunion a permis aux membres de la Commission de se connaître et d'identifier les attentes. Une deuxième rencontre a permis de définir des axes de travail visant à : promouvoir l'éducation inclusive et son accessibilité à tous ; encourager l'insertion professionnelle des jeunes filles et des garçons ; et mener des actions d'éducation à la citoyenneté et à la paix à l'intention des adolescents, notamment déscolarisés, à l'aide d'outils didactiques choisis et testés.

En ce qui concerne l'éducation inclusive des personnes en situation de handicap, la Commission C a rédigé un argumentaire et organisé un webinaire qui a permis de riches échanges.

Pour ce qui est des questions de formation et d'insertion professionnelle, la dynamique collaborative avec l'OIF a permis de tenir un atelier à Abidjan qui a adopté l'approche par compétence. Par ailleurs, un projet d'insertion professionnelle de jeunes filles a été élaboré en collaboration avec l'OING Francophonie sans frontières (FSF). Ce projet a permis d'identifier des personnes cibles, une méthodologie, un lieu (Thiès, au Sénégal) et des activités visant à l'acquisition des compétences entrepreneuriales par le biais de formations et de séminaires. Ce projet a cependant été confronté à la difficulté de trouver des subventions.

De même, un groupe de travail a été mis en place par Mme Marie-José CANTIER, experte pédagogique auprès de l'École des droits humains et de la terre et le Cercle Richelieu Senghor afin d'élaborer des outils pour la citoyenneté. Diverses thématiques ont été abordées, telles que la situation dans des camps de réfugiés ou l'importance de la diversité culturelle dans le monde.

## Commission D : Économie, numérique et développement durable

**La présidente de la Commission D, Mme Diane NDEUNA TCHOUHENI**, Présidente Exécutive de EDEN AFRICA (Entrepreneurship Development Educational Network in Africa), a présenté les activités menées au cours des deux dernières années. Ces activités ont réuni 923 participants, issus de 22 pays francophones. Les mots clés qui ont guidé ces activités sont l'inclusivité, la solidarité, la découverte, le dynamisme et la durabilité.

Ces activités ont inclus l’harmonisation de leur plan d’action ; le profilage des organisations accréditées en mettant en avant les compétences de chacune d’entre elles ; l’organisation de trois webinaires portant respectivement sur l’éducation inclusive en collaboration avec la commission C, sur l’innovation et les actions pour une économie circulaire et sur la fracture numérique des femmes africaines ; la co-fondation de la lettre d’information de la COING ; la tenue de deux soirées de réseautage ; la contribution écrite à la « Table-ronde francophone sur la régulation des plateformes pour l’information comme bien public », à l’invitation de la DAPG de l’OIF en prélude à la conférence mondiale de l’UNESCO intitulée « Pour un internet de confiance – Réguler les plateformes pour l’information comme bien public ». La communication portait sur « Propos sur une piste de lutte contre la désinformation et le discours de haine sur internet » ; le répertoire des bonnes pratiques, la participation à divers événements notamment : la Journée internationale de la Francophonie avec EDEN-AFRICA, le Forum économique de l’Association internationale des Régions Francophones (AIRF), les Jeux de la Francophonie à Kinshasa en 2023, le Forum économique de Yaoundé en juin 2023, le Forum 3 zéros en septembre 2023 à Paris, la 44<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie à Yaoundé et la 28<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP28).

## Commission E : Enjeux globaux

**La Président de cette Commission, Mme Michèle VIANES**, Présidente de Regards de femmes, a présenté les activités de sa Commission qui est composée d’une vingtaine d’OING/ONG.

De nature transversale, la Commission E s'est d'abord efforcée de définir la notion d'« Enjeux globaux » et la raison d'être de cette commission : synergies, construction d'évènements, actions à mener de manière transversale, renforcement des capacités de chaque membre, émancipation des populations concernées, volonté de dépasser le simple constat afin de proposer des solutions. Puis, elle a identifié ses objectifs et ses priorités, notamment les questions d'immigration interne et externe, en particulier les femmes déplacées.

Une thématique a été dégagée : analyser les défis auxquels sont exposées les jeunes filles et proposer des solutions afin qu'elles soient actrices du changement. La Commission a ainsi organisé des réunions thématiques transversales, partagé des expériences de terrain pour échanger des pratiques, mener des actions de plaidoyer, publié des articles et revues en ligne afin de mettre en avant son expertise.

À titre d'exemples, la Commission a organisé des réunions thématiques transversales : webinaire ouvert aux membres de la COING sur la condition des femmes à l'ère numérique aux Nations unies ; partage d'expériences de terrain visant à contribuer à l'autonomisation des femmes infertiles avec l'Association internationale des technologistes biomédicaux (ASSITEB-BORIF), à lutter contre la précarité des femmes et filles domestiques avec AFIDES Afrique (Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires), et à améliorer les conditions de vie des filles et des femmes dans la zone du Sahel. De même, un plaidoyer a été mené sous forme de communiqué de presse rédigé à l'occasion de la Journée internationale des filles et intitulé « Passer de l'indignation à l'action ».

Enfin, **au nom des ONG accréditées, M. Djibril BA**, Secrétaire exécutif de l'Association pour la protection de l'environnement et l'action humanitaire (APEAH), a présenté une synthèse des activités menées par ces organisations. Il a rappelé, tout d'abord, que le groupe des ONG l'avait désigné par consensus, il y a deux ans, comme leur représentant. Un plan d'action a été élaboré avec pour objectif d'aligner les ONG avec les OING afin de pouvoir également bénéficier d'un statut consultatif avec voix délibérative et droit de vote. M. BA a indiqué que cela permettrait de faire en sorte que les ONG cessent d'être les « parents pauvres » de la COING.

Parmi les réalisations obtenues par le groupe des ONG figurent les activités suivantes :

- Contribution au Sommet de la Francophonie à Djerba sur la question de la promotion de la langue française et de la diversité linguistique ;
- Participation à la définition de ce que doit être la COING au sein de la Francophonie ;
- Alignement des ONG sur les OING : promesse d'alignement en matière de droit de vote et de statut consultatif ;
- Contribution à la rencontre avec la Direction de la programmation et de l'évaluation (DPE) et les unités de programme à Paris en ligne. Les thématiques examinées lors de cette rencontre ont inclus notamment l'accompagnement des ONG dans la rédaction de projets lors d'appels à projets ;
- Identification de thématiques et domaines d'intervention afin de lancer des projets communs : 8 projets obtenus avec l'appui des représentants des ONG ;
- Participation à deux formations initiées par l'OIF et l'Université Senghor pour la recherche de financement et la gestion de partenariats ;
- Initiatives pour la cohésion au niveau de la COING : articles de presse dans le journal de la COING, ce qui a accu la visibilité des initiatives de la Francophonie.

### **3. PRISE DE PAROLE DES EXPERTES POUR LA MANDATURE 2022-2024**

Deux expertes ont présenté les grandes lignes et les conclusions de leur action.

**Mme Ana-Maria BOGHEAN, de la Plateforme internationale des réseaux jeunesse francophones, Experte Jeunesse auprès du Comité de suivi**, a tout d'abord rappelé que la jeunesse constitue plus du quart de la population mondiale et que les nouvelles générations sont un vecteur du changement social. Chargée d'une mission de coordination des organisations membres de la COING pour ce qui est de la thématique Jeunesse, Mme BOGHEAN a tout d'abord exprimé ses remerciements pour la confiance qui lui a été faite dans le cadre de cette mission qui s'achève.

Elle a souligné que la meilleure manière de reconnaître l'importance des jeunes est de les impliquer à tous les niveaux afin de créer un monde francophone plus uni et cohésif. Cette construction ne peut voir le jour qu'en travaillant ensemble. Il faut faire confiance aux jeunes et valoriser leur expertise, notamment dans les domaines des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle. La mise en place d'équipes réellement intergénérationnelles serait d'un grand apport pour la Francophonie, notamment dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, où les jeunes peuvent proposer des solutions innovantes et efficaces.

Mme BOGHEAN a lancé un appel à tous les membres de la COING leur demandant d'impliquer davantage les jeunes dans la gouvernance de leurs organisations. Les jeunes, y compris ceux âgés de moins de 25 ans, peuvent constituer une force créative et proposer des solutions innovantes, notamment dans des sujets spécifiques tels que la santé mentale, l'écologie, et la création d'emplois. À cet égard, Mme BOGHEAN a fait bénéficier de son expertise la structuration du Réseau international de la Jeunesse de la Francophonie (RIJF) en mettant en lumière les bonnes pratiques dans ce domaine. Il est nécessaire de renforcer la structuration et l'efficacité de ce nouveau réseau jeunesse.

Mme BOGHEAN a également été la rédactrice en chef de la lettre d'information. Cet outil nouveau s'est révélé efficace pour mieux faire connaître les actions menées sur le terrain par les membres de la COING. Cette lettre d'information est actuellement transmise à plus de 1 200 abonnés, mais il faudrait accroître sa diffusion et amplifier le travail de communication.

**Mme Ndioro NDIAYE, du Réseau francophone pour l'Égalité Femme – Homme (RF-EFH), Experte Égalité femmes-hommes (EFH) auprès du Comité de suivi**, a souligné que le travail des commissions, au cours de cette dernière période, est le reflet ou les conséquences de ce qui a été semé avant et pendant la COING d'Erevan en 2018.

Mme NDIAYE a fait trois constats majeurs :

- Le principe EFH, adopté par les États et gouvernements lors du Sommet d'Erevan, demeure au cœur de la Francophonie ; c'est un vecteur intangible du respect des droits humains et droits fondamentaux. La Francophonie n'a cessé de construire et de créer les conditions d'une visibilité et d'une acceptation du concept EFH dans les programmes de développement. C'est ainsi que ce concept a effectivement acquis droit de cité dans le langage et dans les programmes de développement des États francophones. Cependant, il y a encore beaucoup de travail en raison de l'évolution de la société et de l'émergence de nouveaux paradigmes. Il est donc nécessaire d'élaborer un nouveau narratif de l'EFH pour davantage faciliter l'acceptation de ce concept par les diverses cultures en pleine évolution.
- Le principe d'EFH est présent dans la COING à travers la présence et le travail d'experts dans la majorité de ses commissions techniques. Ainsi, la Commission C a fait preuve d'une grande inclusivité et reconnaissance des différences. De manière générale, toutes les commissions ont fait appel à des experts membres du RF-EFH, ce qui démontre que ce réseau est effectivement partie prenante de la COING. Mme NDIAYE a indiqué, cependant, qu'à l'avenir, il faudra de manière plus visible consacrer davantage d'attention et de ressources aux travaux des commissions A et B.
- Le troisième constat – et non le moindre – concerne le futur du RF-EFH au sein de la COING, à la fois comme partie de la société civile francophone dans sa globalité certes, mais aussi comme outil pour l'intégration de l'EFH dans les stratégies nationales de développement et des institutions de développement. À cet égard, Mme NDIAYE a rappelé les prochains grands rendez-vous internationaux : PEKIN +30 en 2025 ; évaluation des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063. Ces rendez-vous se préparent dès maintenant et la contribution de l'OIF y est grandement attendue. Le RF-EFH y travaille également et est associé aux sessions de préparation de ces grands événements en tant que membre du Comité d'experts de la société civile, mis en place par ONU FEMMES. La société civile francophone doit y être aussi présente et sa voix doit être entendue comme celle des autres aires linguistiques. C'est à ce travail que le RF-EFH s'attelle actuellement.

## 4. PERSPECTIVES PRÉSENTÉES PAR LES COMMISSIONS THÉMATIQUES

Chacune des cinq commissions a présenté les activités qu'elles prévoient d'effectuer lors de la prochaine mandature (2024-2026).

**Le vice-président de la Commission A, M. Martin THÉBERGE**, président de la Société nationale de l'Acadie (SNA) a énuméré les actions suivantes à venir :

- Préparation d'un stand dans le cadre du Village de la Francophonie ;
- Actualisation des missions de la commission en fonction de la nouvelle programmation de l'OIF (2024-2027) ;
- Définition d'une collaboration opérationnelle avec les services de l'OIF ;
- Poursuite des activités de plaidoyer telles que définies ;
- Mise en place d'un mécanisme pour une meilleure participation des membres de la commission ;
- Projets de terrain touchant au tourisme culturel et visant à assurer un meilleur échange des formations et de la communication.

M. THEBERGE a mentionné deux domaines d'action plus importants :

- Positionnement de membres de la commission de la COING sur la question de la pénurie mondiale des enseignants de et en français. Il faudrait instaurer des programmes de coopération renforcée dans ce domaine en collaboration avec l'OIF et avec l'UNESCO.
- Travail sur un projet de terrain visant à préserver et valoriser les langues maternelles dans l'espace francophone. En effet, la biodiversité linguistique est essentielle au bon fonctionnement du monde.

**Le vice-président de la Commission B, M. Serge MBOUMEGNE**, Président général de la Fondation Internationale pour la Paix, les Droits de l'Homme et le Développement (FIPADHD) a présenté les projets de la Commission B. Il a d'abord évoqué les difficultés rencontrées en termes de mobilisation et de participation des membres de la commission, un certain nombre d'organisations intervenant peu ou pas dans les débats et activités menées. Cela a entravé le déploiement de l'action de la Commission pendant la dernière mandature. Afin de surmonter ce défi, les membres de la Commission B sont résolus à inviter les OING/ONG qui travaillent spécifiquement sur des thématiques relevant de cette commission à les rejoindre.

M. MBOUMEGNE a, par ailleurs, souligné que la Commission B se trouve ainsi au centre du travail de toutes les commissions. En effet, toute action relative à la langue ou à l'économie reposent sur des normes de droit.

De manière plus spécifique, certains projets et activités sont prévus :

- Intégrer les thématiques spécifiques, à côté des actions prioritaires de la programmation de l'OIF ;
- Mettre en place, dans le cadre de la stratégie interne, une méthode de travail plus efficace afin d'accroître la participation des membres et obtenir des résultats précis sur des priorités à mettre en œuvre à l'avenir ;
- Traiter de la problématique de l'accès à la justice, de la protection des défenseurs des droits humains, et autres questions clés ;
- Développer une capacité d'influence à travers des travaux et des recommandations spécifiques et développer un partenariat entre commissions.
- Développer un partenariat inter-commissions.

**Le vice-président de la Commission C, M. Claude MUSAVYI**, de l'Institut Afrique Monde (IAM), a évoqué six questions à traiter lors de la prochaine mandature :

- Renforcer la collaboration entre la Commission C et l'Institut francophone pour l'éducatif et la formation (IFEF) : en vue de partenariats dans la concrétisation des actions de terrain ;
- Mettre en place des synergies d'actions avec les autres commissions thématiques, autres opérateurs de l'OIF et actions des homologues à l'UNESCO ;
- Rechercher des solutions pour faire face à la problématique des financements ;
- Mettre en œuvre des actions à fort impact dans des pays clés ;
- Renforcer la cohésion de groupe au sein de la commission ;
- Accroître la participation d'un plus grand nombre d'ONG/OING.

**La vice-présidente de la Commission D, Mme Soukeina BOURAOUI**, Directrice exécutive du Center of Arab Women for Training and Research (CAWTAR), a tout d'abord indiqué qu'il est impossible pour les membres de la COING d'être dans plusieurs commissions à la fois. Il est préférable de choisir une – ou au maximum – deux commissions qui correspondent le mieux à son mandat et de s'y impliquer pleinement.

Mme BOURAOUI a également rappelé les limites des réunions virtuelles, qui rendent difficile le travail lorsqu'un grand nombre de membres sont réunis. Les rencontres en présentiel permettent, en effet, une plus grande interactivité et efficacité.

Afin d'accroître l'efficacité des commissions de la COING, Mme BOURAOUI a indiqué certaines actions qu'il serait important de mener :

- Spécialiser davantage les commissions en élaborant une feuille de route détaillée afin de transmettre des recommandations aux États et leur faire un bilan des travaux ;
- Institutionnaliser les soirées de réseautage ;
- Consolider les profilages des associations ;
- Élaborer une cartographie géographique pour mieux comprendre les partenariats efficents ;
- Créer une plateforme pour assurer un renforcement de compétences ;
- Inviter plus souvent les bailleurs de fonds ;
- Élaborer une feuille de route plus détaillée sur l'économie circulaire et le potentiel de l'intégration du développement durable dans toutes ses composantes, sans oublier les technologies de l'intelligence artificielle (IA), et réduire les fractures numériques.

**La Vice-présidente de la Commission E, Mme Evelyne KEMAJOU**, Directrice générale du Portail de l'Immigrant Association (PIA), a d'abord souligné la faiblesse de la participation de certains membres de sa commission. Pour les perspectives d'actions à venir, la Commission E a identifié comme priorité les questions de migrations, à la fois internes et internationales. La situation des femmes déplacées dans la région du Sahel est, à cet égard, très préoccupante. Les stratégies mises en place n'ont pas fonctionné et doivent être repensées et adaptées. Pour cela, la Commission E prévoit de :

- Concevoir le canevas d'un questionnaire afin de connaître les besoins des femmes déplacées ;
- Concevoir et produire un documentaire utilisé comme un outil de sensibilisation pour les bailleurs de fonds.

D'autres champs prioritaires ont également été identifiés :

- Employabilité des jeunes ;
- Présence des femmes dans l'agriculture (changement climatique, autonomisation) ;
- Mise en réseaux des partenariats pour les bonnes pratiques ;
- Environnement : justice climatique ;
- Ainés : s'occuper des ainés n'ayant pas d'enfants.

Pour ce qui est des perspectives d'action des ONG, M. Djibril BA, représentant du groupe des ONG a tout d'abord souligné que les ONG peuvent agir de manière aussi efficace que les OING. Par conséquent, le fait de priver de droit de vote les ONG au sein de la COING peut apparaître comme « inqualifiable ». Afin de remédier à cette situation, trois recommandations ont été formulées :

- Les ONG devraient avoir 3 représentants au sein du comité de suivi ;
- L'OIF devrait organiser un travail de réseautage afin que les OING puissent parrainer les ONG et les aider à trouver notamment des financements pour leurs activités ;
- Afin de pallier le manque de coordination entre l'OIF et les OING à l'échelle de l'espace francophone, il faudrait créer des points focaux dans les pays où l'OIF dispose de représentations extérieures (REPEX) afin de faciliter le dialogue avec ces structures et de permettre de rencontrer les représentants de la Francophonie sur le terrain.

À la suite des présentations des responsables des commissions et des deux expertes, des échanges très riches en plénière ont permis de revenir sur certains défis et questions à prendre en compte et d'identifier certaines recommandations.

## 5. ÉCHANGES EN PLÉNIÈRE ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE CES DÉBATS

### Une participation et implication parfois insuffisantes

Plusieurs intervenants ont souligné le problème de la participation et de l'implication insuffisantes de certains organisations membres au sein de leurs commissions respectives. Si certaines organisations se mobilisent pleinement et assistent à toutes les rencontres et activités proposées (tels que des webinaires), d'autres sont largement absentes. Ce fort taux d'absentéisme a été expliqué par l'absence de convocation de réunions, de calendrier de réunions suffisamment accessibles ou d'ordre du jour structuré avant toutes les rencontres. Il a été souhaité que l'OIF mette à disposition un secrétariat chargé d'assumer ces fonctions. Cela permettrait à la présidence et vice-présidence de se focaliser sur le contenu plutôt que sur l'administratif. Il a été indiqué que l'OIF a déjà mis à disposition une attachée de programme chargée de cette mission et qui est en place pour le moment jusqu'au 31 décembre 2024.

Afin de pallier les lacunes en termes de participation et l'éparpillement des activités, plusieurs recommandations ont été formulées :

### Nouvelles directives, feuille de route et planification

- Incrire dans les nouvelles directives, qui devraient être adoptées en 2025, un point sur la responsabilité incombant à chaque organisation de participer et de s'impliquer pleinement dans la COING, et en particulier dans leurs commissions respectives ;
- Préciser clairement en termes éthiques la nécessité de participer aux activités menées au sein des commissions ;
- Établir une feuille de route, co-construite en amont et approuvée par toutes les organisations membres. Cette feuille de route devrait préciser de manière détaillée le mandat de chaque organisation. Cela permettrait d'éviter les incohérences et les doublons et d'identifier les objectifs communs et les actions transversales à mener conjointement ;
- Envisager l'élaboration d'une planification stratégique pluriannuelle afin de s'arrimer à celle de l'OIF ;

### Mieux restructurer la COING

- Faire en sorte que chaque organisation s'inscrive en priorité à une seule commission où elle sera titulaire et s'engagerait à y participer régulièrement ; les organisations pourraient éventuellement s'inscrire à une deuxième commission où elle assisterait aux travaux en tant que membre occasionnel ;
- Fondre le RF-EFH dans la COING afin d'en accroître l'inclusivité et l'efficacité ;
- Établir une cartographie et une base de données (plateforme numérique) unique de toutes les organisations membres afin d'améliorer la communication, y annoncer les rencontres et activités et de faciliter des synergies d'action ;
- Mieux expliquer de la part du comité de suivi la nature de la COING aux membres de ce réseau et poursuivre ce travail pédagogique tout au long de la mandature afin d'inclure tous les membres ;
- Trouver des synergies avec autres commissions et opérateurs de l'OIF et UNESCO ;
- Organiser des webinaires thématiques afin de partager les connaissances entre membres des commissions et développer les partenariats ;
- Faire en sorte que l'OIF mette à disposition un secrétariat chargé d'assumer l'organisation administrative de l'OING (convocations de réunions, calendriers de réunions, ordres du jour). Faire en sorte, à cet égard, que le poste d'attaché de programme chargé de cette mission, mis en place de manière temporaire par l'OIF, soit renouvelé et pérennisé ;

## Redevabilité et suivi-évaluation

- Introduire une culture de la redevabilité avec obligation de présenter des bilans de l'action menée et des rapports d'évaluation à mi-parcours après la première année de mandature ;
- Instituer un mécanisme de suivi-évaluation des actions mises en œuvre avec des indicateurs connus de tous : logique de gestion axée sur les résultats ; et en tirer les conséquences lors du prochain processus de renouvellement de l'accréditation.

## Mieux intégrer les jeunes

- Intégrer un plus grand nombre de jeunes, y compris des jeunes de moins de 25 ans, dans la COING ;
- Mettre en avant les jeunes à tous les niveaux : définitions de stratégies et de plans d'actions, identification de projets, élaboration de propositions innovantes.
- Soutenir les jeunes et offrir l'expérience et l'expertise des membres de la COING par le biais de programmes de mentorat ;
- Faire en sorte que les associations de jeunes soient intégrés à la COING afin d'accroître la transversalité de ce réseau ;
- Veiller à ce que le nouveau réseau jeunesse soit davantage actif et mieux structuré ;

## Nécessité de renforcer les relations avec l'OIF

De nombreux participants ont également souligné la nécessité de renforcer les relations avec l'OIF et de mieux connaître ses programmes et actions afin de mieux travailler en synergie. Un grand nombre d'organisations membres ne connaissent pas – ou connaissent mal – le mandat, et le fonctionnement des différentes Directions et des REPEX de l'OIF. Un travail de coordination et un effort de rapprochement structurel et en termes de connaissances sont donc indispensables.

Afin de renforcer les liens entre les organisations membres de la COING et l'OIF, il a été recommandé de :

- Mettre en place des dispositifs structurels permettant que la COING puisse contribuer au processus de planification de l'OIF et notamment au choix des axes d'action prioritaires ;
- Faire en sorte que l'OIF établisse des relations directes avec les organisations membres et pas seulement avec la Présidence ;
- Mettre en place des mécanismes facilitant les contacts entre les organisations membres et les différentes directions et REPEX de l'OIF afin de permettre des ententes de collaboration et une mise à disposition d'expertise lors de la mise en œuvre d'actions sur le terrain ;
- Créer une réelle interaction entre les organisations membres de la COING et les REPEX et faire en sorte que les REPEX deviennent des points de contact réguliers et des « lieux d'accueil » pour ces organisations ;
- Transmettre aux REPEX la liste des organisations accréditées afin qu'elles puissent identifier et mieux interagir avec les organisations qui sont dans leur région lorsqu'un projet peut les concerter ;
- Prévoir, lors d'une prochaine rencontre de toutes les REPEX, une mise en contact formelle avec la Présidence de la COING ;
- Faire en sorte, de manière spécifique, que les organisations de la société civile accréditées puissent contribuer à la conception des appels à projet, en prenant en compte les spécificités nationales et en incluant des critères spécifiques à la Francophonie ;
- Organiser, par commission thématique, lors de la prochaine mandature, des webinaires avec M. BOUTNA afin de mieux comprendre et connaître la programmation de l'OIF.

## Visibilité encore insuffisante de la COING

Il a été noté que la COING demeurait encore insuffisamment connue de nombreux acteurs et des actions ont été recommandées afin de mieux faire connaître ce réseau :

- Faire la promotion des bonnes pratiques issues de ces activités ;
- Instituer un évènement pour avoir une visibilité internationale, tel qu'un Grand prix de la société civile francophone ;
- Organiser des actions de réseautage avec des acteurs extérieurs afin de leur donner envie de rejoindre la Francophonie et créer des passerelles ;
- Faire en sorte que la COING travaille non seulement avec l'OIF mais avec tous les opérateurs de la Francophonie (AIMF, AUF, TV5 Monde, Université Senghor) ainsi qu'avec l'APF mais également avec des acteurs extérieurs pertinents (AFD, UNESCO, OCDE).
- Consolider le travail mené dans le cadre de la rédaction de la Lettre d'information de la COING et faire en sorte d'élargir sa diffusion.

## Difficulté à trouver des financements

Plusieurs organisations ont signalé la difficulté de trouver des financements pour leurs activités. Plusieurs pistes d'actions ont été évoquées :

- Mettre en place une cellule de veille afin d'identifier les appels à projet et les diffuser au sein du réseau ;
- Faire en sorte de pouvoir bénéficier d'accompagnements techniques en amont et pas seulement lors d'une candidature à un appel à projet ;
- Solliciter l'Agence française de développement (AFD) afin de pouvoir promouvoir les savoir-faire et artisanats culturels francophones ;
- Trouver les ressources financières afin que les organisations membres de la COING puissent participer aux grands événements internationaux.

## Les droits de vote et d'éligibilité des ONG membres de la COING

Plusieurs ONG, soutenues en cela par certaines OING, ont exprimé leur frustration d'être privées du droit de vote et d'éligibilité au sein de la gouvernance des commissions. Si un critère devait être retenu, il a été suggéré que celui-ci devrait être fondé sur le mérite et l'efficacité des organisations et non sur leur nature nationale ou internationale. Pour résoudre cette question, une recommandation forte a été émise.

- Les ONG devraient bénéficier du droit de vote et du droit d'être élu dans le cadre de la gouvernance de la COING.

D'autres questions d'intérêt ont été évoquées sans dégager des recommandations particulières.

- La question de la santé a été abordée. Cette question a été mise en lumière tout particulièrement lors de l'épidémie de Covid. Si la santé ne fait pas partie du mandat de l'OIF, elle est incluse dans les ODD et pourrait, à ce titre, faire l'objet d'actions.
- En termes d'inclusivité, il a été noté que de plus grands efforts devraient être consacrés à l'intégration des personnes en situation de handicap.
- Nécessité de continuer à promouvoir la langue française et la diversité linguistique afin d'éviter l'hégémonie linguistique.
- Le processus de décentralisation engagé par l'OIF a été salué et il a été souhaité que ce mouvement soit renforcé. La décentralisation Sud-Sud devrait notamment être consolidée.
- L'importance de la dimension culturelle, en tant qu'élément transversal, a été soulignée parce que « la culture est le socle de notre action ». Des actions de formation et de promotion des artistes culturels a été souhaitée.
- La diversité francophone est une richesse extraordinaire, notamment en matière de savoir-faire traditionnels. Il s'agit de trouver le moyen de leur donner une voix dans la modernité, peut-être en faisant appel au soutien de l'AFD.

## 6. RENCONTRE AVEC DES REPRÉSENTANTS DE L'OIF

Cette rencontre a permis aux organisations de la COING de mieux comprendre la nouvelle structuration des Représentations extérieures et la planification (2024-2027) de l'OIF.

### **M. Georges NAKSEU NGUEFANG, Conseiller Représentations extérieures au sein du Cabinet de la Secrétaire générale de la Francophonie**

Les Représentations extérieures de l'OIF ont connu une importante restructuration afin de les arrimer à la programmation. Ces représentations ont toutes désormais mandat de contribuer à la mise en œuvre opérationnelle de projets.

Cette restructuration a visé à répondre aux évolutions positives et négatives du monde extérieur.

M. NAKSEU NGUEFANG a, tout d'abord, rappelé que la Francophonie est présente sur les cinq continents. Elle représente 16% du PIB mondial, 7% de la croissance mondiale. Sa population est essentiellement jeune, ce qui offre un bassin de main d'œuvre et constitue un levier de développement importants. La langue française est le trait d'union de la Francophonie et compte parmi les cinq langues les plus utilisées dans le monde. L'espace francophone compte actuellement 321 millions de locuteurs francophones et ce nombre devrait atteindre 750 millions de locuteurs à l'horizon 2070. Le budget de l'Organisation est de 67 millions d'euros (2024-2027). L'OIF compte 330 collaborateurs et 19 implantations dans le monde.

Face au développement de l'espace francophone, la Secrétaire générale de la Francophonie a souhaité mieux asseoir la présence de l'OIF dans le monde et, lors de la Conférence ministérielle de 2019, il a été décidé d'assurer un ajustement et un meilleur équilibre géographique des implantations de l'OIF dans l'espace francophone.

Le Sommet de Djerba en 2022 a approuvé l'approfondissement de cette décentralisation. À la suite de cette décision, l'OIF a adopté une approche stratégique nouvelle afin de placer la décentralisation au cœur de l'action de la Francophonie.

Il y a dorénavant 13 REPEX. Ce ne sont plus, comme auparavant, de simples unités hors siège et aucune d'entre elles n'a uniquement pour mandat d'assurer une représentation régionale ou multilatérale. Les REPEX sont toutes placées au même plan et ont toutes, dans leur mandat, des responsabilités en matière de mise en œuvre de la programmation.

Cette décentralisation vise plusieurs grands objectifs stratégiques :

- Rapprocher l'Organisation de ses États et gouvernements ;
- Maximiser l'impact et rapprocher les agents et des bénéficiaires des actions menées sur le terrain ;
- Renforcer le magistère d'influence et le positionnement stratégique de l'OIF dans le concert des organisations internationales et dans le monde ;
- Accroître l'efficacité et la visibilité des actions de coopération de l'Organisation en consolidant le maillage géographique et multilatéral.

Les REPEX sont donc l'incarnation de la Francophonie dans les diverses régions de la Francophonie. M. NAKSEU-NGUEFANG a souligné que la porte de ces représentations extérieures est ouverte aux organisations membres de la COING. Les REPEX ont une mission de création d'opportunités ; par conséquent, les organisations doivent se faire connaître d'elles. Cette décentralisation offre aux organisations membres de la COING des interlocuteurs directs dans leurs régions respectives. Les REPEX peuvent ainsi désormais assurer un lien fonctionnel direct entre l'OIF et les ONG/OING accréditées.

M. NAKSEU-NGUEFANG a ajouté que l'Unité égalité femmes-hommes (UEFH) est également en charge des relations de partenariat avec la société civile et elle assure la coordination de toutes les actions que mène l'OIF avec les organisations de la société civile, que celles-ci soient accréditées ou non.

Après cette présentation, M. André BOUTNA, Chef de service a.i. Conception et suivi de projets, a présenté les grandes lignes de la programmation 2024-2027 en précisant qu'il y avait un lien entre décentralisation de la représentation et décentralisation de la programmation.

Cette programmation 2024-2027 s'inscrit dans le Cadre stratégique 2023-2030 validé au Sommet de Djerba en 2022.

Cette programmation quadriennale comprend 3 programmes stratégiques : Langue française ; Paix, stabilité et droits de l'Homme ; et Femmes et numérique. Ces trois programmes incluent 20 projets d'action, qui ont été à leur tour précisés.

Le nouveau dispositif mis en place par ce processus de décentralisation a tiré des enseignements des anciens dispositifs de mise en œuvre, notamment en matière de suivi des bénéficiaires. Maintenant, le chef de file d'un projet a des référents sur le terrain qui sont en lien direct avec les bénéficiaires. Du fait de la mise en place par l'OIF de projets décentralisés, les organisations membres de la COING n'ont plus besoin de passer par le siège pour obtenir des informations ou pour soumettre des projets.

M. Boutna a également souligné la nouvelle dynamique que connaît la Francophonie depuis la mise en place du « Fonds la Francophonie avec Elles (FAE) » dont les bénéficiaires sont avant tout les organisations de la société civile. L'OIF identifie les organisations les plus pertinentes sur le terrain avec l'aide des REPEX. Ces organisations font remonter leurs besoins par le biais des REPEX. Ainsi, en 2024, 36 projets ont été sélectionnés. L'UEFH a précisé que les organisations de la société civile (présidence COING et RF-EFH) figurent au sein du comité de sélection de ces projets.

## **7. PRÉSENTATION, DISCUSSION ET ÉLABORATION DE LA DÉCLARATION FINALE DE LA XIII<sup>e</sup> CONFÉRENCE DES OING**

Un projet de déclaration a été préparé et enrichi par l'apport de groupes de travail, au soir de la première journée de cette rencontre. Le projet de déclaration a été lu et a suscité de nombreuses propositions d'amendements.

Le Secrétariat de l'OIF a intégré un grand nombre de ces amendements et le projet de déclaration a été approuvé par consensus.

## 8. BILAN DE LA PRÉSIDENCE

Ce bilan a été présenté par **la Présidente sortante, Mme TOULEMONT** qui a précisé tout d'abord qu'au cours de la mandature passée, la COING a joué d'une plus grande notoriété grâce notamment à l'élaboration et à la diffusion d'une Lettre d'information. Mme TOULEMONT a également salué la signature de la convention de partenariat avec l'OIF qui précise les actions que chacun de ces acteurs s'engage à mener. Il s'agit d'une première reconnaissance de la COING à ce niveau. Cela a permis la prise en compte de la COING par les unités de programme de l'OIF et un contact régulier a pu être noué grâce notamment à l'action de Mme BALOURD-QUIDAL.

Mme TOULEMONT est revenue sur les acquis pour la COING :

- La participation renforcée en particulier à la commission de la coopération et de la programmation et le Sommet. Elle a souligné la possibilité pour la COING de tenir un stand propre de la COING au Village de la Francophonie en 2024.

Mme TOULEMONT a également annoncé sa décision de ne pas se représenter au poste de la présidence de la COING. En effet, elle a été élue présidente du Cercle des Anciens et Amis de l'OIF et il lui était impossible d'assumer ces deux présidences simultanément.

Mme TOULEMONT a ensuite rappelé l'importance du rôle de la présidence du comité de suivi et des commissions thématiques. La présidence du comité de suivi est chargée de coordonner les travaux des commissions thématiques et de représenter la COING à l'extérieur. De ce fait, la présidence de la COING requiert un fort engagement et une grande disponibilité afin de pouvoir participer à toutes les réunions et de répondre à toutes les sollicitations. Par ailleurs, les présidences des commissions thématiques ont un double rôle : elles doivent animer les réunions/actions et faire respecter les directives et le règlement intérieur.

Afin d'orienter ce travail important, Mme TOULEMONT a souhaité l'adoption d'une Charte d'éthique signée par tous les membres du Comité de suivi.

En conclusion, Mme TOULEMONT a salué le travail du comité de suivi tout au long de la mandature, les membres du comité ayant fait preuve d'une grande solidarité et loyauté. Le nouveau comité de suivi aura, en particulier, la tâche de suivre la révision des directives prévue pour 2025 et du règlement intérieur. Il devra donc faire particulièrement preuve d'engagement, de volonté de consensus ou de dialogue, et d'esprit d'équipe.

## 9. ÉLECTION DU COMITÉ DE SUIVI DE LA CONFÉRENCE DES OING

L'élection du nouveau comité de suivi s'est déroulée sous le contrôle d'une spécialiste de programme du pôle « Démocratie » au sein de la Direction des Affaires politiques et de la gouvernance démocratique. Tous les postes de présidence et de vice-présidence étaient ouverts à renouvellement et 34 candidatures ont été reçues, dont 4 ont constitué des cas d'inéligibilité. Trois procurations ont été acceptées pour des organisations absentes de la réunion en présentiel ou en ligne.

Chacun des postulants a présenté sa candidature puis la phase du vote a été initiée. Certaines de ces candidatures ont fait consensus, d'autres ont requis un vote qui a été effectué de manière électronique. La composition du nouveau Comité de suivi est la suivante :

<b>Présidence du Comité de suivi de la XIII<sup>e</sup> Conférence francophone des OING et OSC</b>	Entrepreneurship Development Educational Network in Africa (EDEN AFRICA) Mme Carine Diane NDEUNA TCHOUMENI
<b>Présidence de la Commission A</b> <b>Vice-Présidence du Comité de suivi de la XIII<sup>e</sup> Conférence francophone des OING et OSC</b>	Association Francophone d'Amitié et de Liaison (AFAL) M. Jacques KRABAL
<b>Vice-présidence de la Commission A</b>	Organisation des Femmes Africaines de la Diaspora (OFAD) Mme Dorine BELLNOUN
<b>Présidence de la Commission B</b>	Comité Syndical Francophonie de l'Éducation et de la Formation (CSFEF) Mme Mbatikodjal MOUGALBAYE
<b>Vice-présidence de la Commission B</b>	Women In Law and Development in Africa – Afrique de l'Ouest (WILDAF-AO) Mme Dabri Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON
<b>Présidence de la Commission C</b>	ASSITEB-BIORIF Mme Christiane JOFFIN
<b>Vice-présidence de la Commission C</b>	Institut Afrique Monde (IAM) M. Claude MUSAVYI
<b>Présidence de la Commission D</b>	Environnement et Développement du Tiers-monde (ENDA TIERS MONDE) M. Secou SARR
<b>Vice-présidence de la Commission D</b>	Comité 21 Québec Mme Lorraine SIMARD
<b>Présidence de la Commission E</b>	Centre International de Droit Comparé de l'Environnement (CIDCE) M. Kablan Jean-Michel ATTA
<b>Vice-Présidence de la Commission E</b>	Portail de l'Immigrant Association (PIA) Mme Evelyne KEMAJOU
<b>Représentants des ONG</b>	Fédération des Communautés Francophones et Acadiennes du Canada (FCFA) M. Alain DUPUIS Cinéma Numérique Ambulant Cameroun Mme Stéphanie DONGMO DJUKA

## 10. CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

L'allocution de clôture a été délivrée par **Mme Caroline ST-HILAIRE, Administratrice de l'OIF**. Mme ST-HILAIRE a tout d'abord salué l'engagement indéfectible des organisations membres de la COING envers les valeurs et les idéaux qui animent la Francophonie. Elle a salué la Déclaration finale, adoptée par ces organisations au cours de cette rencontre et a souligné que ce texte ouvre des perspectives essentielles pour l'avenir de la Francophonie.

En effet, les thématiques mises en avant dans cette Déclaration reflètent des priorités et préoccupations communes en matière de paix et sécurité, de renforcement de la langue française, du numérique, ainsi que de la culture et de la découvervabilité. Ces questions doivent être abordées en portant une attention particulière aux jeunes et aux femmes et aux problématiques spécifiques auxquelles ces groupes sont confrontés.

Mme ST-HILAIRE a indiqué que la COING avait proposé dans cette Déclaration d'explorer de nouveaux champs d'actions tels l'intelligence artificielle, la santé et les ainés. Elle a réitéré la volonté de l'OIF d'entendre et de prendre en compte la voix de la société civile. Cette prise en compte s'exprime notamment par la décision de réviser les directives régissant les relations de l'OIF avec les OING et ONG. Il s'agit-là d'un chantier de grande envergure qui doit être abordé avec l'esprit de coopération constructive qui a marqué ces deux jours de travaux.

Mme ST-HILAIRE a également indiqué que le plan d'action que le Comité de suivi élaborera dans les prochains mois constituera une feuille de route précieuse pour guider des actions concrètes et atteindre ensemble des objectifs communs. Elle a assuré les organisations membres de la COING que l'OIF restera à ses côtés pour l'accompagner dans la mise en œuvre de ce plan. L'OIF est déterminée à soutenir la société civile francophone, dont le rôle est crucial, à travers des dispositifs de formation et de soutien aux projets afin que celle-ci prenne toute sa place sur la scène internationale.

Mme ST-HILAIRE a enfin adressé ses remerciements, en son nom et au nom de la Secrétaire générale, à la présidente sortante, Mme Danièle Toulemont pour son dévouement envers la Francophonie et son travail bénévole et a félicité les membres de la nouvelle présidence élue.

Elle a également félicité **Mme Diane NDEUNA TCHOUHENI** pour son élection à la présidence de la Conférence des OING de la Francophonie. Elle lui a souhaité un plein succès dans son mandat, et sa disponibilité pour poursuivre le dialogue et renforcer ce partenariat vital entre la société civile et la Francophonie.

Elle a conclu en saluant la mobilisation, le dynamisme, l'engagement et la passion des 128 organisations accréditées et s'est dit convaincue qu'ensemble, il sera possible d'aller de l'avant et relever les défis à venir.

# ANNEXES

## ANNEXE 1: Ordonnancement des travaux de l'Assemblée plénière

**Assemblée plénière de la COING**  
**PROGRAMME – Présentiel et distanciel**  
**Paris, Hôtel Pullman Tour Eiffel, 10 – 11 septembre 2024**

### MARDI 10 SEPTEMBRE 2024

8h00	Accréditation et retrait des badges
8h30	Accueil des participants
9h30 – 11h15	Réunion des commissions thématiques
11h15-11h30	Pause-café
11h30 – 13h15	Échanges internes COING : Groupe de travail pour la rédaction de la Déclaration finale
13h15 – 14h30	Déjeuner offert par SE Mme la Secrétaire générale de la Francophonie
15h00 – 15h30	Cérémonie d'ouverture Allocutions : <ul style="list-style-type: none"><li>– <b>Son Excellence Madame Louise MUSHIKIWABO</b>, Secrétaire générale de la Francophonie</li><li>– <b>Monsieur Christophe GIGAUDAUT</b>, Délégué aux Affaires francophones, Correspondant national près de l'OIF</li><li>– <b>Madame Danièle TOULEMONT</b>, Présidente de la Conférence des OING de la Francophonie</li></ul>
15h30-15h45	Photo officielle
15h45 – 16h45	Suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris 2022 de la COING et présentation des rapports des commissions par les Présidents et les Représentants des ONG pour la mandature 2022-2024 (5 mn par présentation – minuteur)  15h45 – 15h50 : Présentation du Rapport du Comité de suivi, <i>Danièle TOULEMONT, Agir ABCD, Présidente de la COING</i>  15h50 – 15h55 : Présentation du Rapport de la Commission A Langue, diversité et culture, <i>Sylvain Djache Nzefia, Route des Chefferies, Président de la Commission A</i>  15h55 – 16h00 : Présentation du Rapport de la Commission B, <i>Jokebed DJIKO-LOUM, Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, Présidente de la Commission B</i>  16h00 – 16h05 : Présentation du rapport de la Commission C Éducation et formation, <i>Christiane JOFFIN, Assiteb-Biorif, Présidente de la Commission C</i>  16h05 – 16h10 : Présentation du rapport de la Commission D Économie, numérique et développement durable, <i>Diane NDEUNA, Eden Africa, Présidente de la Commission D</i>  16h10 – 16h15 : Présentation du rapport de la Commission E Enjeux globaux, <i>Michèle VIANES, Regards de Femmes, Présidente de la Commission E</i>

	<b>16h15 – 16h25 :</b> Prise de parole des représentants des ONG, <i>Djibril BA, Association pour la Protection de l'Environnement et l'Action Humanitaire Hamed YAPJA, Réseau des Jeunes Volontaires Francophones du Cameroun</i>
	<b>16h25 – 16h45 :</b> Échanges avec l'Assemblée
<b>16h45 – 17h00</b>	<b>Prise de parole des experts pour la mandature 2022-2024</b> <b>5 minutes par intervenantes (minuteur)</b>
	<b>16h45 – 16h50 :</b> <i>Ana-Maria BOGHEAN, Plateforme internationale des réseaux jeunesse francophones, Experte jeunesse</i>
	<b>16h50 – 16h55 :</b> <i>Ndioro NDIAYE, Réseau francophone pour l'égalité femme-homme, Experte égalité femmes hommes</i>
<b>17h00 - 18h00</b>	<b>Présentation par les commissions thématiques de leurs actions et recommandations des experts (6 mn par intervenant – minuteur)</b>
	<b>17h00 – 17h06 :</b> Présentation de la Commission A, <i>Martin THEBERGE, Société Nationale de l'Acadie, Vice-président de la Commission A</i>
	<b>17h12 – 17h18 :</b> Présentation de la Commission B, <i>Serge MBOUMEGNE, Fondation internationale pour la paix, les droits de l'homme et le développement, Vice-Président de la Commission B</i>
	<b>17h18 – 17h24 :</b> Présentation de la Commission C, <i>Claude MUSAVYI, Institut Afrique Monde, Vice-président Commission C</i>
	<b>17h28 – 17h36 :</b> Présentation de la Commission D, <i>Soukeina BOURAOUI, Center of Arab Women for Training and Research, Vice-présidente de la Commission D</i>
	<b>17h42 – 17h48 :</b> Présentation du rapport de la Commission E, <i>Evelyne KEMAJOU, Portail de l'Immigrant Association, Vice-Présidente Commission E</i>
	<b>17h48 – 17h00 :</b> Recommandations des expertes <i>Ana-Maria BOGHEAN, Plateforme internationale des réseaux jeunesse francophones, Experte jeunesse</i> <i>Ndioro NDIAYE, Réseau francophone pour l'égalité femme-homme, Experte égalité femmes hommes</i>
<b>18h00</b>	<b>Fin des travaux</b>

## MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2024

<b>9h30</b>	<b>Accueil des participants</b>
<b>10h00-11h30</b>	<b>Réunion avec les Représentants de l'OIF</b>
	<b>10h00 – 10h30 :</b> Présentation de la programmation 2024-2027 de l'OIF, <i>André Boutna, Chef de service Conception et suivi de projets a.i, OIF</i>
	<b>10h30 – 12h00 :</b> Échanges – Questions-Réponses <i>Georges Nakseu Nguefang, Conseiller aux Représentations extérieures</i> <i>André Boutna, Chef de service Conception et suivi de projets a.i, OIF</i>

<b>11h30-13h00</b>	<b>Présentation et adoption de la Déclaration finale de la Conférence des OING</b>
	<b>12h00 – 12h10 :</b> Présentation du texte,
	<b>12h10 – 12h50 :</b> Amendements de la Déclaration finale par l'Assemblée plénière Prise de note par l'OIF, Secrétaire de la COING, Florian COUTAL / Delphine COUVENHES MATSUMOTO
	<b>12h50 - 13h00 :</b> Lecture finale et adoption de la Déclaration finale
<b>13h00 – 14h00</b>	<b>Déjeuner</b>
<b>14h15-14h35</b>	<b>Bilan de la Présidence</b>  Présentation du bilan de la Présidence, <i>Danièle TOULEMONT, Agir ABCD, Présidente de la COING</i>  Échanges avec la salle
<b>14h35– 16h00</b>	<b>Présentation des candidatures pour le renouvellement du Comité de suivi, Caroline Gonthier, spécialiste de programme pôle « Démocratie » au sein de la Direction des Affaires politiques et de la gouvernance démocratique 2 minutes par candidat ordre alphabétique des organisations (minuteur)</b>  <b>14h45 – 14h51 : Commission A</b> <i>Association Francophone d'Amitié et de Liaison, Jacques KRABAL</i> <i>Caravane des dix mots, Thierry AUZER</i> <i>Organisation des Femmes Africaines de la Diaspora, Suzanne Dorine BELLNOUN MOMHA</i>  <b>14h51 – 14h57 : Commission B</b> <i>Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, Mbatikodjal MOUGALBAYE</i> <i>Fondation Internationale pour la Paix, les Droits de l'Homme et le Développement, Serges Frederic MBOUMEGNE DZESSEU</i> <i>Women in Law and Development in Africa - Afrique de l'Ouest, Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON</i>  <b>14h57 – 15h03 : Commission C</b> <i>Africa Global International, Sassou André Roland ASSOUA</i> <i>ASSITEB-BIORIF, Christiane JOFFIN</i> <i>Institut Afrique Monde, Claude MUSAVYI</i>  <b>15h03 – 15h11 : Commission D</b> <i>Environnement - Développement - Action dans le Tiers-Monde, Sécou SARR (en visioconférence)</i> <i>Comité 21 Québec, Lorraine SIMARD</i> <i>Francophonie Sans Frontières, Gédéon CHOMBA (en visioconférence)</i> <i>Institut du Travail d'Afrique centrale, Jean Pascal MOTYNGEA BOTHOLA</i>  <b>15h11 – 15h17 : Commission E</b> <i>Centre International de Droit Comparé de l'environnement, Kablan Jean-Michel ATTA</i> <i>Regards de Femmes, Michèle VIANES</i> <i>Portail de l'Immigrant Association, Evelyne KEMAJOU</i>  <b>15h17 – 15h27 : Présidence</b> <i>Entrepreneurship Development Educational Network in Africa, Carine Diane NDEUNA TCHOUMENI</i> <i>Route des Chefferies, Sylvain DJACHE NZEFA</i> <i>Société Nationale de l'Acadie, Martin THEBERGE</i>

**15h27 – 15h45 Représentants des ONG**

*Action Citoyenne pour l'Information et de l'Education au Développement Durable, Issa Moustapha ZAKARIA*

*Association Jeunesse et Enfance de Côte d'Ivoire, Victor KONAN GAHOUA*

*Association Marocaine Solidarité et Développement, Driss AJJOUTI*

*Association pour la Protection de l'Environnement et Action Humanitaire, Djibril BA*

*Cinéma Numérique Ambulant Cameroun, Stéphanie DONGMO DJUKA*

*Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, Alain DUPUIS*

*Réseau des Jeunes Volontaires de la Francophonie – Cameroun, Hamed YAPJA YOUCHAOU*

*Plateforme numérique des Communes du Cameroun du Groupe d'Initiative Commune des Relations Amicales et Créatives du Cameroun, Thomas Dieubénit MBIENDA*

*Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement Section Togo, Kawassi Assiba Biova JOHNSON*

---

**16h00 – 16h10** **Pause**

**16h10 – 17h45** **Renouvellement du Comité de suivi, session modérée par l'OIF**

**16h10- 16h15** : Présentation de la procédure, Caroline GONTIER

**16h15 – 16h25** : Échange avec la salle

**16h40 – 16h45** : Présentation de la plateforme, Livee

**16h45 – 17h25** : Renouvellement du Comité de suivi

**Commission A**

Annonce des consensus et validation par l'Assemblée plénière

Vote électronique en cas de non-consensus : Présidence et Vice-Présidence

Annonce des résultats

**Commission B**

Annonce des consensus et validation par l'Assemblée plénière

Vote électronique en cas de non-consensus : Présidence et Vice-Présidence

Annonce des résultats

**Commission C**

Annonce des consensus et validation par l'Assemblée plénière

Vote électronique en cas de non-consensus : Présidence et Vice-Présidence

Annonce des résultats

**Commission D**

Annonce des consensus et validation par l'Assemblée plénière

Vote électronique en cas de non-consensus : Présidence et Vice-Présidence

Annonce des résultats

**Commission E**

Annonce des consensus et validation par l'Assemblée plénière

Vote électronique en cas de non-consensus : Présidence et Vice-Présidence

Annonce des résultats

**Représentants des ONG**

Annonce des consensus et validation par l'Assemblée plénière

Vote électronique en cas de non-consensus

Annonce des résultats

**Présidence**

Annonce des consensus et validation par l'Assemblée plénière

Vote électronique en cas de non-consensus

Annonce des résultats

**17h25 – 17h40 : Désignation de la Vice-Présidence**

Annonce du résultat

**17h45 – 18h00**

**Clôture par Mme Caroline ST-HILAIRE, Administratrice de l'OIF (PLEN)**

## ANNEXE 2 : Liste des participants de la XIII<sup>e</sup> Conférence des OING et OSC

### OING DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF

#### **Africa Global International (AGI)**

M. Sassou André Roland ASSOUA  
Directeur exécutif

#### **Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement (AMLD)**

Mme Diago NDIAYE  
Secrétaire générale

#### **Amnesty international France**

Mme Anne CASTAGNOS-SEN  
Responsable des relations extérieures

#### **AMREF Health Africa France**

M. Adrien RABETRANO  
Responsable Programmes

#### **ASSITEB-BIORIF**

Mme Christiane JOFFIN  
Secrétaire générale

#### **Association des Directeurs d'Organismes de Mutualité inter-livres et inter-codes (ADOM)**

Mme Emmanuelle CAILLE  
Administratrice

#### **Association Francophone d'Amitié et de Liaison (AFAL)**

M. Jacques KRABAL  
Conseiller du Président

#### **Association Francophone Internationale des Directeurs d'Etablissements Scolaires (AFIDES Afrique)**

Mme Aoua Carole BAMBARA  
Présidente

#### **Association Générale des Intervenants Retraités (AGIR ABCD)**

Mme Danièle TOULEMONT  
Représentante auprès de l'OIF  
Présidente sortante de la COING

#### **Association Internationale des Régions Francophones (AIRF)**

M. Yvan DEDESSUS LE MOUSTIER  
Directeur

#### **Association pour la Prévention de la Torture (APT)**

M. Juvénal BABONA  
Représentant Afrique

#### **Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI)**

Mme Mounia CHADI  
Chargée de programmes

#### **Avocats Sans Frontières France (ASF France)**

Mme Anne LUTUN  
Directrice générale

#### **Biennale de la langue française**

Mme Cheryl TOMAN  
Présidente

#### **Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)**

Mme Marie-Laure JOLIVEAU  
Chargée de programmes – Afrique

#### **Caravane des dix mots**

M. Thierry AUZER  
Président

#### **Center of Arab Women for Training and Research (CAWTAR)**

Mme Soukeina BOURAOUI  
Directrice exécutive

#### **Centre Africain de Recherche sur les Politiques Énergétiques et Minières (CARPEM)**

Mme Marie Nathalie YAGA  
Juriste/Représentante du CARPEM  
à la Francophonie

**Centre International de Droit Comparé de l'Environnement (CIDCE)**

M. Kablan Jean-Michel ATTA

Chargé de mission Droit international de l'environnement

**Coalition Nationale des Associations et ONG de Lutte contre la Traite et le Trafic de personnes (CONATT)**

M. Laurent Christian RIM

Directeur Exécutif

**Collectif des Femmes pour la Promotion du Patrimoine Immatériel en Francophonie (CFPIF)**

Mme Ndeye Marie FALL

Présidente

**Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF)**

Mme Mounia GICQUEL

Adjointe à la directrice des relations internationales

**Comité 21 Québec**

Mme Lorraine SIMARD

Codirectrice générale-cofondatrice,

Expert en conseils stratégiques RSE-ESG

et économie circulaire

**Comité Syndical Francophonie de l'Éducation et de la Formation (CSFEF)**

Mme Mbatikodjal MOUGALBAYE

Vice-Présidente

**COMMUNAUTE DE SANT-EGIDIO**

M. Vincent PICARD

Responsable de la Communauté de Sant-Egidio à Paris

**Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones (CPCCAF)**

Mme Estelle GILLOT-VALET

Déléguée générale

**Coordination Sud**

Mme Khady SAKHO NIANG

Administratrice du collectif FORIM

**D'Antilles et d'ailleurs**

Mme Lavinia RUSCIGNI

Directrice

**DJAÏLI MBOCK ASBL**

Mme Marie-Pierre NYATANYI

Coordinatrice

**Énergies 2050**

M. Stéphane POUFFARY

Directeur général et Fondateur

**Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)**

M. Nicolas PERRON

Directeur des programmes

**Entrepreneurship Development Educational Network in Africa (EDEN AFRICA)**

Mm Carine Diane NDEUNA TCHOUMENI

Présidente Exécutive

**Environnement et Développement du Tiers-monde (ENDA TIERS MONDE)**

Mme Maimouna DIOUF

Chargée Programme, Point focal Genre

**Fédération des géomètres francophones**

M. Marc VANDERSCHUEREN

Président

**Fédération européenne des écoles (FEDE)**

Mme Claude VIVIER LE GOT

Présidente

**Fédération Internationale des ACAT (FIACAT)**

M. Guillaume COLIN

Directeur exécutif

**Fédération Internationale des Experts-Comptables Francophones (FIDEF)**

M. Mamour FALL

Délégué général

**Fédération Internationale des Professeurs de Français (FIPF)**

M. Diego FONSECA

Secrétaire général

**Fondation des Alliances françaises**

M. Marc CERDAN

Secrétaire général

**Fondation Village Monde**

Mme Tanya LECUYER

Directrice générale

**Forum d'Echanges et de Rencontres Administratifs Mondiaux (FERAM)**

Mme Yvonne KIMBEMBE  
Déléguée à la francophonie

**Francophonie sans frontières**

M. Ronan DUMAS-LABBE  
Président

**Gender links Madagascar**

Mme Phostina PAPISY  
Coordinatrice de projet

**Groupement des Educateurs sans Frontières (GREF)**

Mme Sylvie LIZIARD  
Membre

**Institut Afrique Monde (IAM)**

M. Claude MUSAVYI

**Institut du Travail d'Afrique centrale (ITAC)**

M. Jean Pascal MOTYNGEA BOTHOLA  
Administrateur Directeur Exécutif

**Institut International de Formation et d'Accompagnement à la Certification en Qualité, Environnement et Sécurité nord-sud (IIFACQUES)**

M. Raymond ADJAKPA ABILE

**La Guilde européenne du raid**

Mme Priscille PAVEC  
Chargée de mission volontariat

**La Route des chefferies**

M. Sylvain DJACHE NZEFA  
Coordonnateur Général

**Les anneaux de la mémoire**

Mme Christine RENARD  
Coprésidente

**L'œuvre d'Orient**

M. Aymeric FUSEAU  
Responsable Organisations internationales

**Observatoire européen du plurilinguisme**

M. Christian TREMBLAY  
Président

**Organisation des Femmes Africaines de la Diaspora (OFAD)**

Mme Dorine BELLNOUN-MOMHA  
Présidente

**Pajoma Afrique de l'Ouest**

Mme Carole Ghislaine AVANDE HOUNDJO  
Coordonnatrice régionale

**Par le Monde**

Mme Noémie TONI  
Chargée de développement et partenariats

**Regards de femmes**

Mme Michèle VIANES  
Présidente

**Reporters Sans Frontières (RSF)**

M. Paul POUCHOUX  
Chargé du plaidoyer

**Réseau Habitat et Francophonie (RHF)**

M. Prudence ADJANOHOUN  
Secrétaire général

**Secours islamique France**

Mme Valentina ORIGONI  
Responsable Relations Institutionnelles et Plaidoyer

**Secours populaire français**

M. Jean MARCHAL  
Membre du Conseil d'administration

**Société Nationale de l'Acadie (SNA)**

M. Martin THEBERGE  
Président

**Union Internationale de la Presse Franco-phone (UPF)**

Mme Zara NAZARIAN  
Secrétaire générale

**Vues d'Afrique**

Mme Géraldine LE CHENE  
Déléguée générale

**Women In Law and Development in Africa – Afrique de l'Ouest (WILDAF-AO)**

Mme Dabri Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON  
Coordinatrice Sous Régionale

## ONG DOTÉES DU STATUT DE PARTENAIRE

### Action Citoyenne pour l'Information et de l'Éducation au Développement Durable (ACIEDD)

M. Issa Moustaha ZAKARIA  
Vice-Président du Conseil d'Administration

### Action pour le Développement Économique et Agricole (APRODEA)

M. Elonga BIRINGANINE  
Chargé des relations extérieures

### Actions Communautaires pour le développement intégral (ACDI)

M. Claude ILUTA ENGAMBI  
Président du Conseil d'Administration

### Alternatives Durables pour le Développement (ADD Cameroun)

M. Stanislas BINELI  
Secrétaire général

### Amis de l'Afrique Francophone – Bénin (AMAF-BENIN)

M. Fataï AINA  
Directeur Exécutif

### Assistance communautaire et développement

M. Mamadou BA  
Président

### Association de la Jeunesse Congolaise pour le Développement (AJCD)

M. Patrick MAKOUANTS  
Président

### Association de Protection des Droits des Enfants au Tchad (APDET)

M. Dibam ADISSOU  
Chargé de plaidoyer et protection

### Association des Progressistes pour une Nouvelle Haïti (APRONHA)

M. Yvenson MOLINE  
Coordonnateur Général et Président du Conseil d'Administration

### Association Féminine pour une Jeunesse Epanouie (AFEJE-BENIN)

Mme Aissatou AKODO  
Présidente

### Association Jeunesse et Enfance de Côte d'Ivoire (AJECI)

M. Victor KONAN GAHOUA  
Directeur Exécutif

### Association Marocaine Solidarité Et Développement (AMSED Maroc)

M. Driss AJJOUTI  
Trésorier

### Association pour la Protection de l'Environnement et l'Action Humanitaire (APEAH)

M. Djibril BA  
Secrétaire Exécutif

### Association Santé Éducation Démocratie (ASED)

M. Moussa KANTA IBRAHIM  
Président

### Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local (CREDEL)

M. Cocou Parfait BLALOGOE  
Directeur exécutif

### Cercle Richelieu Senghor de Paris

M. Alban BOGEAT  
Président

### Cinéma numérique ambulant Cameroun

Mme Stéphanie DONGMO DJUKA  
Présidente

### Colonie des pionniers du développement

M. Patrick BALEMBA  
Délégué

### Corps marocain pour l'éducation et développement

M. Ahmed HMOUDOU  
Président

### École des droits humains et de la Terre

Mme Marie-José CANTIER  
Experte pédagogique

### Fédération des Communautés Francophones et Acadiennes du Canada (FCFA)

M. Alain DUPUIS  
Directeur général

**Fédération des maisons familiales rurales de Maurice et de Rodrigues**

M. Philip AH-CHUEN  
Président

**Fondation Internationale pour la Paix, les Droits de l'Homme et le Développement (FIPADHD)**

Pr. Serges Frédéric MBOUMEGNE DZESSEU  
Président général

**Guronde Sene (GS)**

M. C. Adamsio SR NZECKESSIMANE NTSIS-SILE  
Président Fondateur

**Initiative TIC et Citoyenneté (ITICC)**

M. Jacques Rodrigue R. GUIGUEMDE  
Secrétaire général

**Jeunes volontaires pour l'environnement**

M. Philippe AKUE-ABOSSE KPAKPO  
Directeur des Programmes et Communication

**Jeunesse Sans Frontières Bénin (JSF BENIN)**

M. Agossou Marcellin AIGBE  
Président

**Lebanese Center for Civic Education (LCCE)**

M. Mikhael MAROUN  
Directeur exécutif

**ONG Tolotsoa**

M. Tsimihipa ANDRIAMZAVARIVO  
Coordonnateur

**Plateforme Numérique des Communes du Cameroun du Groupe d'Initiative Commune des Relations Amicales et Créatives du Cameroun (PNCC\_GIC-RACC)**

M. Thomas Dieubénit MBIENDA  
Coordonnateur National et Délégué-Président

**Portail de l'Immigrant Association (PIA)**

Mme Evelyne KEMAJOU  
Directrice générale

**Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement Section-Togo (REJADD-TOGO)**

M. Yao TIWA  
Chargé de programme

**Réseau de développement et communication des femmes maliennes / Réseau Musonet**

Mme Mama KOITE  
Présidente du réseau MUSONET  
et membre fondatrice RF EFH/OIF

**Réseau des Innovateurs pour le Développement Agricole et Social (RIDAS)**

M. Macsauly CHARLES  
Directeur exécutif

**Réseau des Jeunes Volontaires de la francophonie (JVF-CAMEROUN)**

Mme Hamed YAPJA  
Coordonnateur National

**Sifos Gabon**

M. Yann Chandy Simon Semansa SASSE  
Coordinateur des Antennes de SIFOS

**Weyouth**

Mme Nesrine ABID  
Présidente

**EXPERTES**

**Plateforme internationale des réseaux jeunesse francophones**

Mme Ana-Maria BOGHEAN  
Coordonnatrice – Experte jeunesse auprès du Comité de suivi de la Conférence des OING et ONG de la Francophonie

**Réseau Francophone pour l'Égalité Femme-Homme (RF-EFH)**

Mme Ndioro NDIAYE  
Coordonnatrice – Experte égalité femmes-hommes auprès du Comité de suivi de la Conférence des OING et ONG de la Francophonie

## INVITÉS

### France – État membre accueillant le Sommet

M. Christophe GIGAUDAUT,  
Délégué aux affaires francophones de la France

### Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités (observateur)

M. Fabien MARIANNE  
Responsable des Services aux Membres

### Association pour la promotion de la coopéra- tion et de l'amitié entre la France et la Tunisie

M. Rayeb CHAIBI  
Président

## AUTRE

Mme Aurélie-Anne DENIS  
Attaché de programme auprès de la COING

## ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Mme Louise MUSHIKIWABO  
Secrétaire générale

Mme Caroline SAINT-HILAIRE  
Administratrice

### CABINET DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FRANCOPHONIE

- M. Hervé BARRAQUAND,  
Directeur de cabinet
- M. Georges NAKSEU NGUEFANG,  
Conseiller aux Représentations Extérieures
- M. Nasos MAKRYTHANASIS,  
Chargeé de mission

### BUREAU DE L'ADMINISTRATRICE

- Mme Monique VILAYPHONH,  
Adjointe au Directeur de Bureau
- Mme Josée BEAUDIN,  
Chargeée des affaires générales  
et de la communication de l'Administratrice
- Mme Alexandra MARINESCU,  
Chargeée de mission

M. André BOUTNA,  
Chef a.i. service de la conception  
et de suivi des projets

### UNITÉ ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

- Mme Michèle BALOURD-QUIDAL,  
Cheffe d'Unité
- M. Florian COUTAL,  
Spécialiste de programme
- Mme Delphine COUVEINHES-MATSUMOTO,  
Spécialiste de programme
- Mme Fatimé IBA-ADALBERT,  
Attachée de programme
- Mme Shelina SCARAVELLI,  
Attachée de programme
- Mme Anaëlle GUNSLAY,  
Attachée de programme
- Mme Lilly-Jeanne LANGLADE,  
Stagiaire

## ANNEXE 3 : Discours de S.E. Mme Louise MUSHIKIWABO, Secrétaire générale de la Francophonie

Monsieur le Délégué aux Affaires francophones français,  
Madame la Présidente de la Conférence des OING,  
Mesdames et Messieurs les membres du Comité de suivi de la Conférence des OING,  
Mesdames et Messieurs les responsables des organisations accréditées auprès de la Francophonie,  
Mesdames et Messieurs les représentants des acteurs de la Charte de la Francophonie,  
Madame l'Administratrice, Madame la Cheffe de l'Unité, chère équipe de l'OIF,  
Chère société civile francophone,

Je vous souhaite la bienvenue à cette Assemblée plénière de la Conférence des OING. Votre présence en grand nombre en présentiel aujourd'hui à nos côtés témoigne de notre volonté commune et de notre engagement pour une société civile francophone active, utile et qui réponde aux besoins des populations que nous représentons.

Cette session plénière incarne le rôle de la Francophonie auprès de la société civile francophone et permet de dresser un bilan, de fixer nos priorités pour l'avenir, et surtout de renouveler notre promesse de travailler ensemble pour répondre aux attentes des jeunes et des femmes francophones.

Cette Assemblée est bien plus qu'un rendez-vous institutionnel. Elle est tout à la fois :

- Une occasion d'échanger et de prendre collectivement le pouls de la société civile francophone, relais des communautés et des populations qu'elles représentent et dont elles portent la voix.
- Une opportunité de créer des synergies et d'explorer des pistes de collaboration entre organisations accréditées mais également avec la Francophonie dans son ensemble.

Mesdames et Messieurs,

La collaboration avec la Conférence des organisations internationales non gouvernementales de la Francophonie, regroupant désormais 128 OING et ONG accréditées, est animée par un objectif commun, de poursuivre et d'accompagner la structuration et le renforcement de la COING, entamé depuis 2018 et qui a conduit à sa modernisation et à son renouvellement.

Permettez-moi de revenir sur les réalisations des deux dernières années, inspirées par les recommandations de la Déclaration de la COING de 2022.

Tout d'abord, l'intégration de la société civile dans le Cadre stratégique de la Francophonie 2023-2030 et dans la programmation 2024-2027 de l'OIF comme public cible de nos actions, aux côtés des femmes et des jeunes, est la reconnaissance de son rôle essentiel dans le développement de nos sociétés. Cette inclusion consolide davantage notre engagement avec, par et pour la société civile qui participe activement aux différentes instances de la Francophonie et y est force de propositions.

De même, une communication dynamique et un dialogue permanent avec les unités de programmes de l'OIF facilite l'association de la société civile à nos actions. Elle est ainsi un bénéficiaire tout autant qu'un partenaire de poids dans la mise en œuvre de nos actions.

Jamais l'OIF ne s'est autant investie en termes de ressources humaines et matérielles pour la Conférence des OING. Une Convention de partenariat a ainsi récemment été signée pour formaliser cet appui.

Cet engagement renouvelé de notre part répond à notre souhait d'une Conférence des OING forte, solide et structurée avec une forte capacité d'action qui préserve les principes initiaux qui ont guidés les rédacteurs de la Charte de la Francophonie en établissant la Conférence des OING.

Nous sommes également tournés vers l'avenir. En 2025, un travail de fond nous attend : la révision des Directives régissant les relations de la Francophonie avec les organisations internationales non gouvernementales (OING) et les organisations non gouvernementales (ONG). Cette révision représente une opportunité unique pour prendre en compte vos retours et améliorer ces directives. Certains changements devront être opérés pour les rendre plus opérationnelles et pallier les difficultés rencontrées principalement ces deux dernières années dans leur application. C'est sur cette base rénovée qu'une nouvelle campagne de retrait d'accréditation et d'accréditation pourra être lancée.

Mais avant d'en arriver là, parlons des deux prochains jours puisqu'il revient à l'Assemblée plénière de la Conférence des OING de faire le point sur les actions des dernières années, et d'adopter une déclaration finale transmise aux Chefs d'État et de gouvernement. À l'instar des précédentes, cette déclaration sera transmise au Conseil permanent de la Francophonie du 18 septembre qui se tient en amont du XIX<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie les 4 et 5 octobre à Villers-Cotterêts et à Paris.

à cet égard, nous soutiendrons la présence de la Conférence des OING au Village de la Francophonie et au Sommet, où la Présidence sera invitée.

Je tiens d'ailleurs à remercier l'équipe dirigeante et le Comité de suivi sortant pour sa mobilisation durant les deux dernières années et prendrai du nouveau Comité qui sera mis en place suite aux élections. C'est avec lui que l'OIF aura le plaisir de poursuivre les échanges, renforcer cette collaboration et passer à l'action avec un cadre et une feuille de route clairs.

Chers amis, plus que jamais, notre collaboration est essentielle. Face aux troubles géopolitiques mondiaux, la société civile francophone doit être un pilier de résilience et d'innovation. Ensemble, nous devons continuer à bâtir des ponts, à tisser des alliances, et à renforcer notre impact. Je suis convaincue que les travaux de ces deux jours seront fructueux et poseront les bases d'une société civile francophone plus forte, plus visible et plus influente.

Que ces discussions et échanges se fassent au bénéfice, au service et pour le mieux-être de nos populations.

Merci de votre attention.

## ANNEXE 4 : Intervention de Mme Caroline ST-HILAIRE, Administratrice de l'OIF

Madame la Présidente de la Conférence des OING,  
Monsieur le Président de la Conférence des OING,  
Mesdames et Messieurs les membres du Comité de suivi,  
Chers responsables et représentants des organisations,  
Mesdames et Messieurs,

Bonjour à toutes et à tous,  
Nous voilà à la conclusion de la 13<sup>e</sup> Assemblée plénière de la Conférence des Organisations internationales non gouvernementales de la Francophonie.

Je voudrais saluer, avant tout, votre engagement indéfectible envers les valeurs et les idéaux qui animent la Francophonie.

Vous venez d'adopter votre Déclaration finale. Ce texte, fruit de vos efforts collectifs, ouvre des perspectives essentielles pour l'avenir de la Francophonie.

Les thématiques que vous avez mises de l'avant reflètent nos priorités et préoccupations communes qui nécessite que nous continuons à avancer ensemble dans la réflexion et l'action notamment dans les domaines :

- de la paix et la sécurité,
- du renforcement de la langue française,
- du numérique,
- de la culture et de la découvervabilité.

En portant une attention particulière aux jeunes et aux femmes et les problématiques auxquelles, ces groupes sont confrontés. Ces sujets sont centraux pour notre Organisation.

Vous proposez à l'OIF d'explorer de nouveaux champs d'actions tels l'intelligence artificielle, la santé et les ainés.

Vous vous êtes exprimés pour que la voix de la société civile soit portée plus haut et que l'OIF poursuive la structuration de cette dernière.

Vous avez également exprimé une volonté d'améliorer le fonctionnement de la COING.

Nous vous entendons.

D'ailleurs, comme l'a rappelé la Secrétaire générale hier, la révision des directives régissant nos relations avec les OING et ONG est un chantier de grande envergure.

Nous devons l'aborder avec l'esprit de coopération constructive qui a marqué ces deux jours de travaux.

Le plan d'action que le Comité de suivi élaborera dans les prochains mois sera une feuille de route précieuse pour guider nos actions concrètes et atteindre ensemble nos objectifs communs.

L'OIF restera à vos côtés pour vous accompagner dans la mise en œuvre de ce plan. Nous travaillerons main dans la main pour concrétiser ces projets.

Je réaffirme ici, avec force, l'engagement de l'OIF à soutenir la société civile francophone. À travers des dispositifs de formation, de soutien aux projets et en œuvrant pour que la société civile prenne toute sa place sur la scène internationale, l'OIF continuera d'être un partenaire solide.

Votre rôle est crucial, et nous serons là pour vous épauler dans vos initiatives.

Avant de conclure, je tiens à adresser mes remerciements, en mon nom et au nom de la Secrétaire générale, à la présidente sortante, Mme Danièle TOULEMONT pour son dévouement envers la Francophonie et son travail bénévole.

Je souhaite également féliciter Mme Diane NDEUNA TCHOUMENI pour son élection à la présidence de la Conférence des OING de la Francophonie. Je vous souhaite un plein succès dans votre mandat, et je reste disponible pour poursuivre le dialogue et renforcer ce partenariat vital entre la société civile et la Francophonie.

Mesdames et Messieurs,

Enfin, je tiens à souligner la mobilisation des 128 organisations accréditées dans les travaux de cette Conférence. Votre dynamisme, votre engagement et votre passion sont les moteurs de nos succès collectifs.

Forts de cette énergie, je suis convaincue que nous continuerons à aller de l'avant et à relever les défis à venir. Merci à toutes et à tous, et je vous souhaite une excellente fin de journée !

## ANNEXE 5 : Composition du Comité de suivi de la XIII<sup>e</sup> Conférence des OING et OSC dotées d'un statut consultatif auprès des instances de la Francophonie

### PRÉSIDENCE

#### **EDEN AFRICA (Entrepreneurship Development Educational Network in Africa)**

Mme Carine Diane NDEUNA TCHOUMENI  
Présidente de la XIII<sup>e</sup> Conférence francophone des OING et du Comité de suivi  
Présidente exécutive d'EDEN AFRICA  
diane.ndeuna@eden-africa.org

### VICE-PRÉSIDENCE

#### **AFAL (Association Francophone d'Amitié et de Liaison)**

M. Jacques KRABAL  
Conseiller au Présidence de l'AFAL  
jacqueskrabalperso@gmail.com

### REPRÉSENTANTS DES OING PAR COMMISSION

#### **Commission A (Langue, diversité et culture)**

Présidence  
AFAL (Association Francophone d'Amitié et de Liaison)  
M. Jacques KRABAL  
Conseiller au Présidence de l'AFAL  
jacqueskrabalperso@gmail.com

#### **Vice-Présidence**

OFAD (Organisation des Femmes Africaines de la Diaspora)  
Mme Dorine BELLNOUN  
Présidente de l'OFAD  
sbofad@gmail.com

#### **Commission B (Paix, démocratie et droits de l'Homme) Présidence**

CSFEF (Comité Syndical Francophonie de l'Éducation et de la Formation)  
Mme Mbatikodjal MOUGALBAYE  
Vice-Présidente du CSFEF  
mougalbayejokebed@gmail.com

#### **Vice-Présidence**

WILDAF-AO (Women In Law and Development in Africa – Afrique de l'Ouest)  
Mme Dabri Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON  
Coordinatrice Sous Régionale de WILDAF-AO  
adjakafui58@gmail.com

#### **Commission C (Éducation et formation)**

##### **Présidence**

ASSITEB-BIORIF  
Mme Christiane JOFFIN  
Secrétaire générale  
ch.joffin@gmail.com

##### **Vice-Présidence**

IAM (Institut Afrique Monde)  
M. Clause MUSAVYI  
musavyi@gmail.com

#### **Commission D (Economie, numérique et développement durable)**

Présidence  
ENDA TIERS MONDE  
(Environnement et Développement du Tiers-monde)  
M. Sécou SARR  
Secrétaire exécutif  
secousarr@endatiernsmonde.org

#### **Vice-Présidence**

Comité 21 Québec  
Mme Lorraine SIMARD  
Codirectrice générale-cofondatrice, Experte en conseils stratégiques RSE-ESG et économie circulaire  
lorraine.simard@comite21quebec.org

#### **Commission E (Enjeux globaux)**

Présidence  
CIDCE (Centre International de Droit Comparé de l'Environnement)  
M. Kablan Jean-Michel ATTA  
Chargé de mission Droit international de l'environnement  
michelatta75@gmail.com

#### **Vice-Présidence**

PIA (Portail de l'Immigrant Association)  
Mme Evelyne KEMAJOU  
Directrice générale  
evelynekemajou@pia-calgary.ca

#### **Représentants des ONG**

FCFA (Fédération des Communautés Francophones et Acadiennes du Canada)  
M. Alain DUPUIS  
Directeur général  
dg@fcfa.ca

#### **Cinéma Numérique Ambulant Cameroun**

Mme Stéphanie DONGMO DJUKA  
Présidente  
stephiedjuka@yahoo.fr

## **ANNEXE 6 : Présentation des résultats du renouvellement du Comité de suivi de la Conférence des OING**

Les 13 postes du Comité de suivi de la Conférence des OING ont été soumis à renouvellement lors de l'Assemblée plénière tenue les 10 et 11 septembre 2024, à Paris.

Le 11 septembre 2024, les 7 postes suivants ont fait l'objet d'un consensus par l'Assemblée plénière :

- 1. Vice-Présidence de la Commission thématique A – Langue, diversité et culture**
  - **Organisation des Femmes Africaines de la Diaspora (OFAD) – siège France**
- 2. Vice- Présidence de la Commission thématique B – Paix, démocratie et droits de l'Homme**
  - **Women In Law and Development in Africa – Afrique de l'Ouest - WILDAF-AO – siège Togo**
- 3. Présidence de la Commission thématique C – Éducation et formation**
  - **ASSITEB-BIORIF – siège France**
- 4. Vice-Présidence de la Commission thématique C – Éducation et formation**
  - **Institut Afrique Monde (IAM) – siège France**
- 5. Présidence Commission thématique D - Économie, numérique et développement durable**
  - **Environnement et Développement du Tiers-monde (ENDA TIERS MONDE) – siège Sénégal**
- 6. Vice-Présidence Commission thématique D – Économie, numérique et développement durable**
  - **Comité 21 Québec – siège Canada Québec**
- 7. Vice- Présidence Commission thématique E – Enjeux globaux**
  - **Portail de l'immigrant association (PIA) – siège Canada**

Dans ce cadre, le concept de consensus repose sur l'adhésion commune et volontaire de toutes les parties prenantes à une décision, sans recours au vote formel. Il implique une approche collaborative où les divergences sont résolues par le dialogue, permettant ainsi de parvenir à une solution partagée. Ce principe est essentiel pour garantir la légitimité et l'appropriation des décisions, notamment dans le cadre du renouvellement du Comité de suivi, où l'engagement de chacun est fondamental pour assurer une gouvernance équilibrée et inclusive. Toutefois, en présence de contestations formelles ou objections exprimées par un ou plusieurs membres de la Conférence des OING, le consensus ne peut être considéré comme atteint.

En l'absence de consensus au sein de l'Assemblée plénière pour les 6 autres postes, ces derniers ont été soumis à un vote. Le vote s'est déroulé par voie électronique.

L'Assemblée plénière du 11 septembre 2024 a validé les résultats immédiatement après chaque vote, avec une présentation visuelle suivie d'une annonce orale à la fin de chaque scrutin. Ici, les résultats de chacun des votes tenus à cet effet, détaillés par poste :

## VOTES OUVERTS AUX OING

### 1. Présidence de la COING

- **Entrepreneurship Development Educational Network (EDEN) – siège Cameroun, a obtenu 30 voix (soit 62,5%).**
- **Route des Chefferies – siège Cameroun, a recueilli 17 voix (soit 35,42%).**

Total : 48 votes dont 1 abstention.

### 2. Présidence de la Commission thématique A - Langue, diversité et culture

- **Association Francophone d'Amitié et de Liaison (AFAL) – siège France, a remporté 31 voix (soit 55,35%).**
- **Caravane des Dix Mots – siège France, a reçu 22 voix (soit 39,28%).**

Total : 56 votes dont 3 abstentions.

### 3. Présidence de la Commission B - Paix, démocratie et droits de l'Homme

- **Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF) – siège Canada-Québec, a obtenu 27 voix (soit 50%).**
- **Fondation Internationale pour la Paix, les Droits de l'Homme et le Développement en Afrique (FIPDHA) – siège Cameroun, a reçu 21 voix (soit 38,89%).**

Total : 54 votes dont 6 abstentions.

### 4. Présidence de la Commission E - Enjeux globaux

- **Centre International de Droit Comparé de l'Environnement (CIDCE) – siège France, a remporté 26 voix (soit 53,06%).**
- **Regards de Femmes (Rdf) – siège France, a obtenu 21 voix (soit 42,86%).**

Total : 49 votes dont 2 abstentions.

## VOTE OUVERT AUX ONG

### 5. Deux représentants des ONG

- **Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) – siège Canada, a remporté 12 voix (soit 27,91%).**
- **Cinéma Numérique Ambulant Cameroun (CNA) - siège Cameroun, a remporté 8 voix (soit 18,60%).**
- **Association pour la Protection de l'Environnement et Action Humanitaire (APEAH) – siège Mauritanie, a obtenu 6 voix (soit 13,95%).**
- **Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement - Section Togo (REJADD TOGO) – siège Togo, a obtenu 5 voix (soit 11,63%).**
- **Action Citoyenne pour l'information et de l'Education au Développement durable (ACIEDD) - siège Tchad, a obtenu 4 voix (soit 9,30%).**
- **Association Marocaine Solidarité et Développement (AMSED) – siège Maroc, a obtenu 2 voix (soit 4,65%).**
- **Plateforme numérique des Communes du Cameroun du Groupe d'initiative Commune des Relations Amicales et Créatives du Cameroun (PNCC\_GIC-RACC) – siège Cameroun, a obtenu 3 voix (soit 6,98%).**
- **Réseau des Jeunes Volontaires de la Francophonie Cameroun (JVF) – siège Cameroun, a obtenu 2 voix (soit 4,65%)**
- **Association Jeunesse et Enfance de Côte d'Ivoire (AJECI) – siège Côte d'Ivoire, a obtenu 1 voix (2,33%).**

Total : 43 votes, sans abstention.

## ANNEXE 7 : Déclaration finale de la XIII<sup>e</sup> Conférence des OING



### DÉCLARATION FINALE DE LA XIII<sup>e</sup> CONFÉRENCE DES OING PARIS, 11 SEPTEMBRE 2024

Considérant la Charte de la Francophonie adoptée par la Conférence ministérielle de la Francophonie à Antananarivo le 23 novembre 2005 ;

Considérant la Déclaration de Bamako, adoptée le 3 novembre 2000, la Déclaration de Saint-Boniface, adoptée le 14 mai 2006, la Déclaration de Bucarest, adoptée le 29 septembre 2006, la Déclaration de Montreux, adoptée le 24 octobre 2010, la Déclaration d'Antananarivo, adoptée le 27 novembre 2016 et la Déclaration de Djerba du 20 novembre 2022 ;

Constatant l'effritement de la sécurité, de la paix et de la démocratie ainsi que la réduction de l'espace civique, les violations des droits humains et des droits des enfants, le chaos informationnel, les bouleversements migratoires, la destruction évidente de la biodiversité et des ressources planétaires ;

Constatant également les défis économiques et les enjeux climatiques grandissants auxquels font face les peuples et les communautés ;

Réaffirmant le rôle primordial et la place des sociétés civiles comme force motrice de la Francophonie et vecteur de solidarité entre les peuples, pour un monde plus juste, plus inclusif et plus équitable ;

Constatant le manque de financements importants des organisations de la société civile en tant que partie prenante de projets structurants de cohésion sociale dans l'espace francophone ;

**Nous, les 128 membres de la Conférence des organisations internationales non gouvernementales (OING) accréditées auprès de la Francophonie**, réunis les 10 et 11 septembre 2024 à Paris, à l'occasion de cette XIII<sup>e</sup> Assemblée plénière, réaffirmons que l'avenir de la Francophonie réside dans la coordination, la collaboration et la coopération entre les institutions et les organisations non gouvernementales pour collectivement relever les défis actuels et être prêts à affronter les enjeux émergents dans l'espace francophone.

À l'occasion du XIX<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie consacré au thème : « Créer, innover et entreprendre en français », la Conférence des OING recommande à l'OIF et aux chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie de :

Renforcer de manière significative la place et le rôle de la COING, par :

1. La prise en compte de la société civile comme actrice incontournable auprès des États et de l'OIF, en lui permettant de participer activement à la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des initiatives de l'OIF ;
2. Le renforcement des moyens techniques et financiers octroyés à la COING pour agir efficacement aux côtés de l'OIF et des institutions et opérateurs de la Francophonie ;
3. La révision des Directives de la COING pour améliorer son fonctionnement, préciser les compétences mutuelles entre l'OIF et la COING et les questions de complémentarité et d'efficacité, en augmentant les interactions directes avec les unités de programmes, les commissions de l'OIF, les représentations extérieures et les opérateurs de la Francophonie.

Appuyer les priorités portées par la COING, par :

4. L'adoption d'une politique novatrice et d'impact pour faire face à la pénurie des enseignants francophones et de français qui touche de nombreux pays ;
5. La mise sur pied d'un groupe de travail, avec la société civile, pour piloter le développement de l'intelligence artificielle francophone, au service du développement durable de nos sociétés ;
6. La reconnaissance et la valorisation des cultures, des patrimoines et des héritages francophones ;
7. Le renforcement de la découvervabilité des contenus francophones sur les territoires et dans leur diaspora, à travers la promotion des industries culturelles et créatives dans l'espace numérique ;
8. Le rétablissement de la dimension culturelle dans les lois, qui comprend la reconnaissance de la langue française et des langues nationales, qui doivent être défendues dans l'espace public et numérique ;
9. Le maintien et le renforcement de la collaboration entre la société civile et les États dans les territoires menacés par l'insécurité et la déstabilisation de l'État de droit notamment dans le Sahel ;
10. Une meilleure protection des défenseurs des droits humains, un égal accès à la justice et au respect des droits pour toutes et tous, notamment pour les personnes vulnérables en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité ou expression de genre et de leur âge ;
11. La mise en place d'un mécanisme de suivi sur les engagements des États et des gouvernements en matière de lutte contre les discriminations ;
12. Le soutien à la création des conseils nationaux de jeunesse et de femmes à travers tous les pays membres, afin de favoriser l'inclusion des jeunes et des femmes à tous les niveaux dans la prise de décisions ;
13. Le renforcement des compétences numériques des enfants et des jeunes, un impératif pour préparer les nouvelles générations aux métiers d'avenir dans les technologies innovantes, dans l'environnement et les nouvelles énergies ;
14. Le développement de la culture entrepreneuriale à tous les niveaux d'enseignement et de la formation continue, ajustant les contenus aux besoins réels du marché du travail ;
15. L'accès au financement de projets impactants en permettant une inclusion des jeunes, particulièrement des jeunes femmes, et en luttant contre l'exclusion des personnes défavorisées notamment celles à besoins spécifiques, en raison de facteurs tels que l'âge, l'origine ethnique, la situation de handicap, le statut migratoire et la situation économique ;
16. Une action forte et urgente pour contrecarrer les problématiques posées dues aux changements climatiques qui impactent de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables, afin de laisser un monde meilleur pour les générations futures ;

17. Le renforcement de la concertation entre les différentes parties prenantes pour la contribution à l'atteinte des Objectifs du développement durable (ODD) ;
18. Le renforcement de l'action de la Francophonie au service des populations les plus défavorisées en matière de logement abordable et décent, et de services essentiels (eau, déchets, assainissement, énergie, santé et éducation) ;
19. Un engagement concret pour la santé mentale des jeunes et la mise en place de dispositifs d'accompagnement portés ou soutenus par les États, avec une prise en charge plus poussée et adéquate ;
20. La prise en compte dans ses projets l'expertise des experts des régions sous-représentées de la Francophonie, comme les PECO ou l'Asie du Sud-Est.

#### COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE

La Conférence des OING s'engage à :

1. Porter la voix de la société civile francophone pour promouvoir les valeurs fondatrices de la Francophonie et accompagner la mise en œuvre des ODD des Nations unies ;
2. Se mobiliser pleinement dans ses instances selon les meilleures pratiques de gouvernance, et faire preuve de transparence dans ses actions, ses communications et ses redditions de comptes ;
3. Renforcer la mise en œuvre des actions avec les gouvernements et les élus locaux ;
4. Promouvoir la mobilisation, la valorisation et la mobilité des talents dans l'espace francophone pour créer, innover et entreprendre ensemble et appliquer le plaidoyer pour un travail mémoriel commun à toute la Francophonie ;
5. Poursuivre le plaidoyer pour renforcer les législations nationales et autres dispositifs relatifs à la liberté de la presse, au droit à l'information fiable et à la lutte contre la désinformation ;
6. Collaborer pour intégrer les valeurs de la Francophonie au service du développement de l'intelligence artificielle ;
7. Intégrer les jeunes de manière systématique dans ses groupes de travail et dans ses activités ;
8. Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de cette Déclaration.





[www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)